

TRAVAILLEURS DU MONDE

Essais pour une histoire mondiale du travail



TRAVAILLEURS DU MONDE

**ESSAIS POUR UNE HISTOIRE
MONDIALE DU TRAVAIL**

Karthala sur Internet : <http://www.karthala.com>

Paielement sécurisé

Illustration de couverture :

Calligraphie d'une scène de travail, par Viyé Diba

qui a aimablement autorisé sa reproduction

Composition et mise en page : Charles Becker

© Karthala & re:work, 2022

ISBN : 978-2-8111-2377-2

Marcel van der Linden

Travailleurs du monde

**Essais pour une histoire mondiale
du travail**





Le Centre international de recherche “Travail et activité humaine dans une perspective historique globale”

Les recherches et les discussions menées au Centre international de recherche se concentrent sur le thème « Travail et activité humaine dans une perspective historique globale ». L’objectif principal est d’observer, dans une perspective comparative, historique et géographique, l’évolution des rapports entre le travail et les activités humaines. Le centre étudie la modification des concepts de travail et d’activité, les liens entre la réglementation du travail et celle des activités humaines, et plus précisément les mutations conceptuelles et juridiques qui ont fait évoluer les rapports entre le travail et les activités humaines. Cela en vue d’établir une typologie, de décrire des tendances majeures et de comprendre, d’un point de vue historique, les situations actuelles.

Chaque année, **re:work** invite des scientifiques de disciplines et d’origines différentes à constituer un forum où les questions centrales qui se rapportent aux grands thèmes de recherche du Centre pourront être discutées. Cette plate-forme encourage également les échanges entre les chercheuses et chercheurs confirmés et leurs jeunes collègues.

Le centre organise par ailleurs chaque année des ateliers, des conférences internationales et des séminaires d’été ; il offre également à des boursiers la possibilité de soumettre à la discussion leurs travaux de recherche auprès de diverses institutions berlinoises.

Mis en place dans le cadre de l’initiative du Ministère Fédéral de l’Éducation et de la Recherche (*Bundesministerium für Bildung und Forschung - BMBF*) intitulé “Espace libre pour les Sciences humaines”, le centre a débuté son activité en juillet 2009.

re:work

Humboldt-Universität zu Berlin
 Unter den Linden 6
 D - 10099 Berlin
 9 Berlin - Allemagne
rework@asa.hu-berlin.de
<http://rework.hu-berlin.de>

Avertissement

Cet ouvrage est la version française de celui qui est paru chez Brill en 2008, en langue anglaise, sous le titre *Workers of the World. Essays Toward Global Labor History*.

Mes remerciements vont à la fois à cet éditeur, qui a aimablement autorisé la traduction de mon livre, et aux éditions Karthala qui ont accueilli l'ouvrage dans leurs collections. Ils s'adressent en particulier à Madame Tanja Cowall, Rights & Permissions Coordinator aux éditions Brill, pour les facilités accordées quant à la cession des droits de traduction.

Babacar Fall et l'Institut d'études avancées de Saint-Louis du Sénégal ont joué un rôle majeur dans l'initiation et l'achèvement de ce projet visant à rendre cette synthèse accessible au public francophone. Mais le mérite revient à Andreas Eckert qui a accueilli avec enthousiasme l'idée de rendre disponible cet ouvrage magistral en français. Il a inscrit ce projet dans les chantiers d'appui et de promotion des recherches et publications sur le travail du centre international de recherche *re:work* de Humboldt-Universität à Berlin, Allemagne. Le financement de la traduction et l'édition en partenariat avec Karthala ont été assurés par le Centre international de recherche *re:work*. Docteur Felicitas Hentschke et l'équipe de *re:work* ont assuré l'administration du financement de la traduction et de l'édition.

C'est fort de cette facilité que l'Institut d'études avancées de Saint-Louis du Sénégal a été en charge du processus de traduction, dont les artisans ont été le professeur Gorgui Dieng et Madame Yacine Diop Guéye. Fatou Ndoye Fall a procédé à la relecture et au contrôle qualité du document traduit. En liaison étroite avec Babacar Fall et les traducteurs, Charles Becker a effectué la révision de la traduction, la mise en forme de la bibliographie, l'établissement de l'index français, puis la mise en page finale du livre. Je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont participé à ce travail méticuleux qui a abouti à la présente publication.

L'ouvrage représente une traduction de l'ouvrage anglais, sans y ajouter de modification, ni remaniement, ni ajout, sauf pour la bibliographie qui a été mise aux normes françaises, en particulier celles des éditions Karthala.

Cependant trois éléments nouveaux figurent dans la présente version en français.

- Une présentation originale a été rédigée pour cette édition de 2022, qui propose des réflexions sur les travaux réalisés depuis 2008 et mentionne les publications significatives des quinze dernières années, dont les titres ont été intégrés dans l'abondante bibliographie générale du livre.
- L'index a été restructuré substantiellement, avec un enrichissement par de nouvelles entrées et une présentation sans sous-entrées.
- Un cahier d'illustrations a été ajouté. Il comporte des documents provenant de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam - IISG (Pays Bas), de la Bibliothèque Walter P. Reuther de Wayne State University à Detroit (États-Unis), des Archives du Sénégal, de l'IFAN Cheikh Anta Diop de Dakar, ainsi que des images tirés de ressources en accès libre. Des illustrations publiées dans trois ouvrages du professeur Babacar Fall, parus aux éditions Karthala, ont également été retenues.

Mes vifs remerciements à Monsieur Viyé Diba, artiste plasticien, qui a autorisé l'utilisation de sa « Calligraphie d'une scène de travail », datée de 2020, pour sa reproduction sur la couverture de ce livre.

Remerciements

La rédaction des essais rassemblés dans ce volume et leur préparation pour publication ont nécessité une collaboration avec de nombreux amis, dans mon pays et à l'étranger, auxquels j'exprime ma sincère gratitude.

J'ai profité, comme toujours, des discussions inspirantes avec mes collègues de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam où – pour autant que je sache – le concept d'« *Histoire mondiale du travail* » a été inventé. Mike Hanagan, Jeffery Harrod, Lex Heerma van Voss, Japp Kloosterman, Jan Lucassen et Alice Mul ont pris le temps de lire de grandes parties du manuscrit. Ils m'ont bien aidé à améliorer la qualité de ce travail grâce à leurs nombreux commentaires professionnels et à leurs suggestions. En outre, les universitaires dont les noms suivent ont passé en revue certaines parties du texte ou m'ont inspiré de nouvelles idées au cours des conversations et discussions que j'ai eues avec eux : Eva Abraham, Ravi Ahuja, Peter Alexander, Shahid Amin, Touraj Atabaki, Vinay Bahl, Gopalan Balachandran, Jairus Banaji, Claudio Batalho, Rana Behal, Sabyasachi Bhattacharya, Ulbe Bosma, Tom Brass, Jan Breman, Carolyn Brown, Hans de Beer, Guglielmo Carchedi, Sidney Chalhoub, Mel Dubofsky, Angelika Ebbinghaus, Babacar Fall, Dick Geary, John French, Jim Hagan, Dirk Hoerder, Karin Hofmeester, Richard Hyman, Chitra Joshi, Amarjit Kaur, Andrea Komlosy, Jürgen Kocka, Thomas Kuczynski, Val Moghadam, Prabhu Mohapatra, David Montgomery, Rafael Ortiz, Richard Price, Marcus Rediker, Magaly Rodriguez, Karl Heinz Roth, Ratna Saptari, Vincent Sanz, Bruce Scates, Samita Sen, Bob Slenes, Alessandro Stanziani, Jan Willem Stutje, Abram de Swaan, Sjaak van der Velden, Elise van Nederveen Meerkerk, Willem van Schendel, Adrian Vickers, Pater Waterman et Andrew Wells. Leon Fink a suggéré le titre.

Les chapitres 1-6, 10 et 12-14 sont plus ou moins fondés sur des textes que j'ai précédemment publiés dans *African Studies*, 66, 2-3 (août-décembre 2007), p. 169-180 ; Sabyasachi Bhattacharya et Jan Lucassen (eds.), *Workers in the Informal Sector. Studies in Labour History 1800-2000* (Delhi [etc.], Macmillan India, 2005), p. 21-44 ; Tom Brass & Marcel van der Linden (eds.), *Free and Unfree Labour : The Debate Continues* (Berne, Peter Lang, 1997), p. 501-523 ; M. Erdem Kabadayi & Tobias Reichardt (eds.), *Unfreie Arbeit. Ökonomische und kultur-geschichtliche Perspektiven* (Hildesheim, Zürich & New York, Georg Olms Verlag, 2007), p. 260-279 ; Abram de Swaan & Marcel van der Linden (eds.),

Mutualist Microfinance. Informal Saving Funds from the Global Periphery to the Core ? (Amsterdam, Aksant, 2006), p. 183-210 ; Marcel van der Linden (ed.), *Social Security Mutualism* (Berne, Peter Lang, 1996), p. 11-38 ; *International Labor and Working-Class History*, 46 (Automne 1994), p. 109-121 ; Immanuel Wallerstein (ed.), *The Modern World-System in the Longue Durée* (Westport, CT, Paradigm, 2004), p. 107-131 ; *International Review of Social History*, 46, 3 (December 2001), p. 423-459 ; *Labour History* [Australie], 89 (November 2005), p. 197-213. Les chapitres 7, 8, 9, 11, 15 et 16 sont des documents nouveaux, qui n'ont été publiés nulle part ailleurs sous quelque forme que ce soit.

Au cours de ce projet, j'ai bénéficié du travail de secrétariat de Mona Hilfman, puis d'Angèle Janse. Les chapitres ou passages que je n'ai pas écrits moi-même en anglais ont été traduits du néerlandais par Lee Mitzman et Jurriaan Bendien et de l'allemand par Peter Thomas. Jurriaan Bendien a édité le manuscrit dans son ensemble, à l'exception de la bibliographie.

Amsterdam / Vienne, mars 2008

Présentation de l'édition de 2022

L'histoire du travail et de la classe ouvrière est devenue progressivement un sujet de recherche dans le monde entier. En dehors de la zone de l'Atlantique Nord, où l'histoire du travail s'est établie au XIX^e siècle et s'est fortement développée depuis lors malgré des hauts et des bas, des tendances différentes, mais synchrones, ont émergé. Depuis le début du nouveau millénaire, elle a attiré un groupe croissant d'adhérents sur différents continents, au Sud comme au Nord. De jeunes chercheurs, en particulier, s'inspirent de la perspective globale, de l'effort de percevoir les liens entre les tendances observées partout dans le monde au cours des siècles en matière de travail, de travailleurs et de relations de travail, y compris les esclaves, les travailleurs sous contrat et les métayers, ainsi que les femmes au foyer et les domestiques.

L'intérêt accru pour les approches globales de l'histoire du travail se manifeste de nombreuses manières. Quelques exemples peuvent illustrer cette démarche¹. Tout d'abord, de plus en plus de revues et de séries de monographies mettent explicitement en avant « l'Histoire mondiale du travail ». L'*International Review of Social History* et l'*International Labor and Working Class History* ont été les premières revues à s'engager dans ce domaine. D'autres suivirent bientôt, comme en 2003, lorsque la revue *Labor History*, basée à New York et qui fait autorité (publiée depuis 1960), eut un sérieux différend avec son éditeur. Leon Fink, le rédacteur en chef, se retira avec plus de 40 personnes associées à la revue et lança une nouvelle revue, qui fut affiliée dès le départ à l'association américaine "Labor and Working-Class History"². L'ancienne revue continua sous la direction de son nouveau rédacteur en chef Craig Phelan. Chose remarquable, les deux revues élargirent immédiatement leur champ d'action et ne se concentrèrent plus exclusivement sur l'histoire du travail aux États-Unis. Le périodique de Fink fut rebaptisé *Labor: Studies in Working-Class History of the Americas*, indiquant que le Canada et l'Amérique latine seraient également traités. Quelques années plus tard, le sous-titre fut raccourci en *Studies in Working-Class History*, afin que le monde entier soit dorénavant couvert. Dès le début, *Labor History* de Phelan

¹ Pour plus de détails, voir Lucassen, *Global Labour History* ; Eckert, *Global Histories of Work* ; Hofmeester & van der Linden, *Handbook Global History of Work* ; van der Linden, *The Global History of Work*.

² Smallwood & Glenn, « Editor of 'Labor History' Quits ».

ambitionna d'avoir une « plus grande portée internationale », avec « des articles historiques de pointe sur le travail en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine »¹. Plusieurs séries de monographies mettent désormais l'accent sur l'histoire globale du travail : *Studies in Global Social History* (Leiden, Brill, depuis 2008) ; *Work around the Globe : Historical Comparisons* (Amsterdam, Amsterdam University Press, 2014-2020 ; Oakland, University of California Press, depuis 2020) ; et *Work in Global and Historical Perspective* (Berlin, Walter de Gruyter, depuis 2016).

Dans le même temps, les réseaux transnationaux et transcontinentaux d'historiens du travail se déployèrent, favorisant le développement et l'essor des études comparatives et globales. En 2013, le réseau européen d'histoire du travail fut fondé à Amsterdam et organisa des conférences semestrielles (2015 à Turin, 2017 à Paris, 2019 à Amsterdam)². En 2015 à Barcelone, le Réseau mondial d'histoire du travail vit le jour et organisa déjà des conférences en Inde (Noida) en 2016, et en Suède (Stockholm) en 2020³. Les préparatifs sont en cours pour une troisième conférence au Sénégal (Saint-Louis). En 2017, à La Paz, fut fondé le réseau Redlatt (Red Latinoamericana de Trabajo y Trabajador@s), qui, entre-temps, organisa une deuxième conférence (2019) et lança sa propre revue *Revlatt*⁴. En outre, l'*Association internationale Grèves et conflits sociaux* fut portée sur les fonts baptismaux en 2011 et organisa également des conférences (Lisbonne 2011, Dijon 2013, Barcelone 2015, São Paulo 2018 et – si aucune pandémie ne l'hypothèque – Rotterdam en 2021) et publie une revue (*Workers of the World*)⁵.

Au départ, l'Institut international d'histoire sociale (IISH) d'Amsterdam était le seul centre universitaire consacré à l'histoire du travail dans le monde, mais aujourd'hui, d'autres centres ont désormais investi ce domaine. L'institut international de recherche « re:work - Work and Human Life Cycle in Global History », basé à Berlin et financé par le ministère allemand de l'éducation et de la recherche, a été d'une importance capitale. Depuis 2009, sous l'égide de l'africaniste Andreas Eckert, 10 à 15 chercheurs de disciplines universitaires et de nationalités différentes y travaillent ensemble chaque année⁶. Malheureusement, un terme sera bientôt mis à cette initiative.

¹ Phelan, « Editorial Introduction », p. 4.

² <<https://socialhistoryportal.org/elhn>>.

³ <<https://socialhistoryportal.org/glhn>>.

⁴ <https://redlatt.org/inicio>. La revue est la *Revista Latinoamericana de Trabajo y Trabajadores* (<https://revista.redlatt.org/index.php/revlatt>). Le premier livre publié par le réseau est Barragán, *Trabajos y trabajadores*.

⁵ <<http://www.iassc-mshdijon.fr/?lang=en>> ;

<<https://digitalcommons.ilr.cornell.edu/wotw/>>

⁶ <https://rework.hu-berlin.de/news.html>.

En 2017, le « Centre international de recherches sur les esclavages et post-esclavages » (CIRES) d'Aubervilliers, qui avait été créé en 2005, est devenu une Unité de service et de recherche du CNRS de France. Ce centre a développé un éventail impressionnant d'activités de recherche ; sous la direction de Myriam Cottias, il publie également deux séries d'ouvrages et, depuis novembre 2019, une revue scientifique, *Esclavages & post-esclavages / Slaveryes & Post-Slaveryes*¹.

En 2017 à Bonn (Allemagne), grâce à l'initiative de l'islamologue Stephan Conermann, le Center for Dependency and Slavery Studies fut créé. Un important groupe de chercheurs seniors et juniors examine dans cet institut les « dépendances asymétriques dans les sociétés prémodernes »². « En outre, de plus en plus de centres universitaires, même s'ils ne sont pas entièrement axés sur l'Histoire mondiale du travail, abordent ce domaine de manière approfondie, comme la Weatherhead Initiative on Global History (Université de Harvard), le World History Center (Université de Pittsburgh) et le projet Commodities of Empire (Université de Londres) »³. Les disciplines adjacentes suivent la même voie, par exemple en développant des « études mondiales du travail » et une « anthropologie mondiale du travail »⁴. Depuis 2010, l'Université McMaster (Hamilton, Canada) publie la revue sociologique en libre accès *Global Labour Journal*⁵. En 2017, la revue *Working USA* a changé de nom pour devenir *Journal of Labor and Society*, prouvant ainsi qu'elle veut se concentrer sur « les conditions sociales, politiques, économiques et culturelles auxquelles sont confrontés les travailleurs du monde entier. »⁶

Cette « mondialisation » de l'étude de l'histoire du travail est le signe d'un nouveau type d'historiographie, qui « dépasse » l'histoire du travail à l'ancienne de l'Amérique du Nord et de l'Europe en incorporant ses résultats dans une nouvelle approche orientée vers le monde entier. Il s'agit là, en effet, d'un projet extrêmement ambitieux qui vient à peine de commencer⁷. Nombre des objectifs de ce nouveau départ sont encore quelque peu flous ou doivent être élucidés⁸.

¹ <<https://esclavages.cnrs.fr/>>. Les deux séries de livres « Esclavages » et « Esclavages Documents » sont toutes deux publiées par Karthala, tout comme la revue.

² <https://www.dependency.uni-bonn.de/en>.

³ <https://wigh.wcfia.harvard.edu/> ; <https://www.worldhistory.pitt.edu/> ; <https://commoditiesofempire.org.uk/>.

⁴ Par exemple, Taylor & Rioux, *Introduction aux études* ; Munck, *Rethinking Global Labour* ; Kasmir & Carbonella, *Blood and Fire*. En 2017, la revue *Dialectical Anthropology* a ouvert la série de forums « Travailleurs du monde ! ».

⁵ <<https://mulpress.mcmaster.ca/globallabour>>.

⁶ Introduction éditoriale, *Journal of Labor and Society*, mars 2017.

⁷ Une publication pionnière est celle de Beckert, *Empire of Cotton*.

⁸ Un éventail de questions a été discuté dans un symposium organisé par la revue *International Labor and Working Class History*, basée à New York, n° 82

Certains des défis qui nous attendent dans un avenir proche sont débattus ci-dessous.

Questions théoriques générales

Mon premier ensemble de questions porte sur la théorie. Pour l'instant, le statut scientifico-théorique d'une histoire du travail mondialisée n'est pas clair. Deux approches sont en principe possibles. La première est de penser que le nouveau phénomène concerne en fait une « histoire universelle du travail », et dans ce cas, la tâche consiste alors à retracer le développement des relations contractuelles et des mouvements syndicaux dans le monde entier de la manière la plus complète possible. La deuxième est de considérer qu'il s'agit d'une « histoire du travail mondialisé », c'est-à-dire qu'il s'agit d'étudier les relations contractuelles et les mouvements de travail dans la perspective actuelle de l'économie « mondialisée ». Selon cette interprétation, l'histoire du travail mondialisé se caractérise par : 1) une focalisation sur l'histoire de la mondialisation, « c'est-à-dire qu'elle prend les processus existants, encapsulés dans les « facteurs de la mondialisation » et les fait remonter aussi loin que nécessaire et utile dans le passé » ; et 2) une focalisation sur « les processus qui sont mieux étudiés au niveau mondial, plutôt qu'au niveau local ou régional »¹. Cela suppose que nous soyons prêts à remonter loin dans l'histoire, comme nous en averti Raymond Grew : « La construction chronologique est un prix que les historiens ne devraient pas payer pour élargir leurs horizons géographiques. »²

Une deuxième question importante est liée à la première : celui qui étudie les processus sociaux en jeu dans le monde entier ne peut qu'être insatisfait des définitions traditionnelles de la société. Cette dernière est une définition ancrée dans le XXI^e siècle et postule un lien direct entre la « société » et « l'État ». En ce sens, on peut parler de la société allemande,

(automne 2012), p. 54-113, avec des contributions de Franco Barchiesi, Dorothy Sue Cobble, Jürgen Kocka, Prasannan Parthasarathi, Peter Winn et moi-même. *Global Labor History* a été salué comme un important pas en avant (Capitano, « The Working Class isn't just White Male Factory Workers »), mais il a également été attaqué à « gauche » et à « droite ». Certains pensent que *GLH* marque une rupture avec le marxisme, exprimant un désir populiste « de recruter pratiquement tout le monde dans un large mouvement anticapitaliste » (Brass, « Who These Days is Not a Subaltern ? » p. 31). D'autres soutiennent que *GLH* reflète en fait beaucoup trop d'influences marxistes et devrait en être expurgée (Ackers, « Workers of the World ? »).

¹ Mazlish, « Comparing Global History to World History », *Journal of Interdisciplinary History*, 28, 3 (Hiver 1998), p. 385-395, sp. p. 389.

² Grew, « On the Prospect of Global History », p. 235.

brésilienne ou nigériane. Je ne vois cependant aucune raison d'adhérer à une définition aussi restreinte géographiquement¹. Si nous pensons que les développements sur le territoire d'un État national sont fortement influencés par des processus transnationaux ou transcontinentaux (migration, guerre, colonialisme, etc.), il est clair que nous devons construire une définition de la société qui ne soit pas limitée par la géographie. Je préfère le terme de « société mondiale » dans le sens où ce concept implique des différences et des évolutions divergentes qui se fondent dans le cours de l'histoire : « L'observation scientifique de la société mondiale se concentrera sur la manière dont ce système s'accommode des conditions historiques et de « la simultanéité d'un développement historique inégal » et les met en œuvre pour la construction du modèle global »². Si nous choisissons une définition plus modeste des sociétés, nous devrions au moins accepter l'affirmation de Michael Mann, que j'ai citée dans l'introduction, selon laquelle les sociétés ne sont pas des totalités séparées.

Une troisième question porte sur la manière dont le capitalisme est défini et périodisé. Il est bien connu que de nombreuses définitions du « capitalisme » circulent – pensez à la controverse sur la « transition » dans les années 1950 (Maurice Dobb contre Paul Sweezy) ou au débat dit de Brenner au cours des années 1970. Deux points de vue contraaires apparaissent. Le premier suit la tradition d'Adam Smith, avec Immanuel Wallerstein comme protagoniste contemporain, qui définissait le capitalisme par le marché. Le second représente la tradition de Karl Marx, avec comme représentants modernes Ernest Mandel et Robert Brenner, qui définit le capitalisme sur la base des relations de production. Selon la première définition, le capitalisme mondial existe depuis le XV^e siècle, alors que selon la seconde, c'est depuis la fin du XVIII^e ou le début du XIX^e siècle. L'Histoire mondiale du travail doit répondre à cette controverse. Comme je l'ai expliqué dans le chapitre 16, je penche pour la définition marxiste, avec toutefois une importante réserve : dans le capitalisme, le travail peut devenir une marchandise de plusieurs manières, c'est-à-dire non seulement par le biais du travail salarié, mais aussi par l'esclavage, le métayage ou le pénage pour dettes³. Toutes ces formes de travail dépendant appartiennent, à juste titre, au vaste champ de recherche sur l'Histoire mondiale du travail. Cela vaut pour les formes de travail nécessaires à l'entretien du travailleur transformé en marchandise (travail de subsistance), ainsi que pour les tentatives de dé-marchandisation partielle du travail, comme dans le

¹ Wallerstein, « Societal Development » ; Axtmann, « Society, Globalization, and the Comparative Method ».

² Stichweh, « Zur Theorie der Weltgesellschaft », p. 34. Stichweh donne également une brève esquisse de l'histoire du concept de « société mondiale » (p. 29-32).

³ Voir également mon analyse ci-dessous, chapitre 13.

« socialisme authentique » et les États dotés d'un système de protection sociale développé ¹.

La quatrième question centrale porte sur les points communs entre la philosophie et l'histoire. En général, l'histoire écrite en dehors de l'Europe est l'historiographie du « (pas) encore », des « absences » – pour reprendre les termes de Dipesh Chakrabarty –, « l'échec de l'histoire à prendre rendez-vous avec le destin (une fois de plus, un exemple de l'indigène paresseux, dirons-nous ? ² L'annonce du projet *Subaltern Studies* (Les études sur le subalterne) est formulée de manière similaire : « La problématique centrale de l'historiographie de l'Inde coloniale « était » l'échec historique de la nation à s'affirmer, un échec dû à l'incapacité de la bourgeoisie et de la classe ouvrière à la mener à une victoire décisive sur le colonialisme et à une révolution démocratique bourgeoise du type classique du XIX^e siècle » ³. Cette « problématique », bien que formulée dans le vocabulaire du Comintern, est en réalité un discours occidental ⁴.

Les problèmes d'analyse sont probablement beaucoup plus profonds que ce que l'on imagine d'habitude. Il ne me semble donc pas improbable que les différentes dichotomies dans lesquelles nous réfléchissons habituellement (corps-esprit, libre-non-libre, agriculture-industrie, formel-informel, etc.) constituent une barrière majeure qui nous empêche de saisir ce qui se passe dans la sphère du travail dans le monde entier ⁵.

¹ Esping-Andersen, *Politics Against Markets*.

² Chakrabarty, « Postcoloniality and the Artifice of History », p. 5.

³ Guha, « On Some Aspects of the Historiography », p. 43.

⁴ Chandavarkar, « 'The Making of the Working Class' », p. 182. Un problème connexe est l'« épistémologie de l'absence » : Plutôt que de chercher à expliquer la présence de dispositions et de pratiques radicalement différentes, [les historiens du travail] se sont concentrés de manière disproportionnée sur l'explication de l'absence d'un résultat attendu, à savoir l'émergence d'une conscience de classe révolutionnaire au sein de la classe ouvrière occidentale ». « Somers, « Workers of the World, Compare ! », p. 325. Et même lorsque l'intention est d'écrire une histoire non euro-centrique, l'effort peut ne pas être entièrement couronné de succès, comme dans le cas de l'ouvrage d'Eric Wolf, *Europe and the People without History* : « L'accent mis par Wolf sur les non-Européens dans l'histoire du monde est particulièrement utile pour révéler combien il est difficile de construire un seul récit principal, car il doit nécessairement y avoir des niveaux d'expérience qu'il ne décrit pas – des niveaux auxquels les gens luttent pour créer de nouvelles façons de donner une forme culturelle à l'action sociale, des niveaux auxquels l'expérience locale échappe à la régularité des processus « universels ». » Feierman, « Africa in History », p. 49.

⁵ Bagchi, « Dualism and Dialectics ». Pour une première tentative de critique de l'eurocentrisme dans les théories de la migration, voir Danesh, « Migration, Inequality, and the Informal Economy ».

Les concepts

Tout historien ayant tenté d'appliquer le concept de « classe ouvrière » à un sujet de recherche concret sait que la réalité est plus complexe que la théorie. Dans la tradition de Karl Marx ou celle de Max Weber, les travailleurs, indépendamment de leur sexe, sont a) des individus qui b) vivent exclusivement de la vente de leur force de travail à un employeur contre un salaire ; et c) passent ce contrat avec l'employeur librement et pour une période de temps bien définie. Dans les pays du Sud, ainsi que dans les pays capitalistes hautement industrialisés, ces « travailleurs » sont en effet une espèce rare.

- Les travailleurs sont rarement des individus isolés, mais font partie d'une famille ou d'un ménage qui effectue différents types de travail et met en commun les salaires reçus.

- Et un corollaire : les travailleurs, pour survivre, ont besoin du travail reproductif produit par eux-mêmes ou par d'autres, dépensant leur salaire pour louer un logement approprié, se nourrir, etc. (voir chapitre 14).

- La mobilité des travailleurs peut être limitée de plusieurs façons, par exemple par les dettes qu'ils ont contractées auprès de leurs employeurs, ce qui conduit à une forme d'esclavage par la dette, ou par le fait de vivre dans des logements d'usine, par des permis de travail, par des dettes envers des sociétés d'aide mutuelle ou par des liens simples avec une famille élargie.

- Les travailleurs sont souvent employés non pas en tant qu'individus, mais en tant que groupe, comme dans la sous-traitance ¹.

- Les travailleurs peuvent avoir plus d'un employeur et être simultanément impliqués dans plusieurs types de relations de travail (voir chapitre 2).

- Outre ces déviations « formelles » du statut « pur » du travail salarié, on trouve une série de cas implicites d'exclusion de l'appartenance à la classe ouvrière – policiers, prostituées ou domestiques, par exemple. Un autre postulat discutable est qu'il existe une division nette entre les « travailleurs » et les autres catégories sociales (travailleurs non libres, lumpen-prolétariat), alors qu'en réalité, les frontières sont souvent flexibles : les ouvriers de Naples qui travaillent la nuit comme voleurs ², les prétendus travailleurs indépendants qui n'ont qu'un seul client important, ou les *ganhadores* brésiliens qui, en tant qu'esclaves, effectuent un travail salarié pour leurs propriétaires.

¹ Quelques exemples : Buttrick, « Inside Contract System » ; Wright, « 'A Method of Evading Management' » ; Littler, *Development of the Labour Process* ; Mixter, « Hiring Market as Workers' Turf ».

² Belmonte, *Broken Fountain*, p. 112-117. Le sociologue suisse Christian Giordano raconte le cas encore plus extrême du « technicien qui travaillait pour la mairie de Naples et qui était en même temps un assassin agissant pour le compte de maris jaloux et vengeurs pendant ses heures de travail relativement peu surveillées. » Giordano, « Die Logik der informellen Ökonomie », p. 150.

Une réalité complexe devrait donc nous inciter à repenser les concepts de « classe ouvrière » ou de « travailleurs »¹. Dans la recherche d'une nouvelle approche, nous devons considérer que dans le capitalisme, comme je l'ai largement soutenu, plusieurs formes de travail marchandisé ont *toujours* existé côte à côte et continueront probablement de le faire. Dans son long développement, le capitalisme a utilisé de nombreux types de relations de travail, certaines fondées sur la contrainte économique, d'autres avec une composante non économique. Des millions d'esclaves ont été amenés de force d'Afrique aux Caraïbes, au Brésil et dans les États du Sud des États-Unis. Des travailleurs sous contrat en provenance d'Inde et de Chine ont été envoyés travailler en Afrique du Sud, en Malaisie ou en Amérique du Sud. Des travailleurs migrants « libres » ont quitté l'Europe pour le Nouveau Monde, l'Australie ou les colonies. Et aujourd'hui, une part importante de la production agricole mondiale provient du métayage. Ces relations de travail, et d'autres, sont synchrones, même s'il semble y avoir une tendance séculaire vers le « travail salarié libre ». L'esclavage existe toujours, le métayage revient en force dans certaines régions, etc. Nous pouvons résumer en disant que le capitalisme pourrait et peut choisir la forme de travail marchandisé qu'il juge appropriée dans un contexte historique donné : aujourd'hui, une variante peut sembler être la plus rentable, et demain, une autre.

Si cet argument est correct, alors il nous incombe de conceptualiser la classe ouvrière comme un type (important) de travail marchandisé parmi d'autres. Par conséquent, le soit-disant travail « libre » ne saurait être considéré comme la seule forme d'exploitation adaptée au capitalisme moderne, mais uniquement comme une alternative parmi d'autres.

La multidisciplinarité

Le développement de l'Histoire mondiale du travail implique nécessairement une coopération étendue avec certaines autres disciplines – des sous-disciplines de l'historiographie, de l'ethnologie et de la sociologie dans une certaine mesure, et des aspects des études sur les relations entre employeurs et travailleurs.

1. Parmi les sous-disciplines historiques de grande valeur dans notre contexte figure l'historiographie de l'esclavage, qui s'est développée plus ou moins indépendamment de l'histoire du travail. La revue *Slavery & Abolition*, fondée en 1980, a publié un nombre impressionnant d'études, et bien que la majorité d'entre elles aient été écrites en dehors du cadre de

¹ Pour plus de détails, voir mon article « Proletariat ».

l'histoire du travail, une convergence d'intérêt est maintenant visible¹. De la même manière, l'histoire de la famille est une autre sous-discipline importante qui, ces derniers temps, a commencé à rayonner au-delà de l'hémisphère nord². L'histoire des femmes ou du genre est d'une importance comparable et, dans la recherche, toutes deux se concentrent souvent sur le monde du travail. La dernière sous-discipline importante qui mérite d'être mentionnée pour notre propos est l'histoire des migrations, qui s'est désormais déplacée vers les terres situées au sud de l'Équateur³.

2. L'ethnologie offre un point de départ à deux égards. 1°) Nous pouvons penser à des sujets diachroniques, comme l'illustre le cas des Iatmul décrit ici dans le chapitre 15. Et 2°) On dispose des études historiques issues de ce que l'on appelle l'ethnohistoire, une branche de l'ethnographie qui met l'accent sur les premiers contacts entre les populations indigènes d'Afrique, d'Asie et des Amériques et leurs colonisateurs⁴.

3. Les études de la sociologie du travail dans le « Tiers monde » pourraient être d'une grande utilité. Le travail de recherche de Jan Breman qui étudie les conditions de travail dans le sud du Gujarat (Inde) depuis le début des années 1960, constitue un exemple dans ce domaine. Ses recherches, fondées sur un travail de terrain étalé sur cinquante ans, montrent les changements et les tendances dans la vie des travailleurs de cette partie de l'Inde⁵.

¹ De bons aperçus de la discipline sont fournis par les deux publications suivantes : Drescher & Engerman, *Historical Guide to World Slavery* ; Finkelman, *Macmillan Encyclopedia of World Slavery*. L'attitude des travailleurs et de leurs organisations à l'égard de l'esclavage (surtout pendant la guerre civile américaine) a fait l'objet d'une certaine attention. Voir, par exemple, Cordillot, *Des hommes libres dans une société esclavagiste*.

² Voir, par exemple, les récents volumes du *Journal of Family History*, *History of the Family*, etc.

³ Un aperçu de la recherche est fourni par Cohen, *Cambridge Survey of World Migration*. Les travaux d'Adam McKeown, décédé à un jeune âge, ont ouvert la voie. Voir, par exemple, son article « Les migrations internationales ».

⁴ Il existe plusieurs écoles au sein de l'ethnohistoire. L'école viennoise, fondée au début des années 1930 par Walter Hirschberg (1904-1996) et relancée dans les années 1960 par Karl Wernhart, en est un exemple important. Pour une introduction, voir Wernhart et Zips, *Ethnohistoire*. L'école nord-américaine, qui s'est organisée autour de l'American Society for Ethnohistory fondée en 1954, est également influente. Cette école se concentre sur les premiers habitants du continent américain. (Voir <<http://ethnohistory.org>>).

⁵ Breman, *Patronage et exploitation* ; *idem*, *Of Peasants, Migrants and Paupers* ; *idem*, *Beyond Patronage and Exploitation* ; *idem*, *Footloose Labour*. Voir également van der Linden, « Refuting Labour History's Occidentalism ».

4. Les relations employeurs-employés et l'économie du travail qui, après des tentatives initiales, n'ont vraiment gagné du terrain qu'après la Seconde Guerre mondiale, avaient dès le départ une forte composante historique. Celle-ci a connu un recul au cours des dernières années. Si l'on examine les premiers numéros de l'importante revue dans ce domaine, *Industrial and Labor Relations Review* (fondée en 1947), on y trouve régulièrement des contributions sur l'histoire des syndicats dans divers pays, bien qu'écrites dans une perspective Euro-centrique. Ces dernières années, le comité de rédaction a tenté de réintroduire l'approche historique, mais sans grand succès. Le fait que ce déficit soit reconnu se reflète dans le fait que certaines universités des pays anglophones ont fusionné l'histoire du travail et les relations employeurs-travailleurs, une stratégie plus courante aux Etats-Unis et en Australie, ainsi que dans la création en 1996, en Grande-Bretagne, d'une nouvelle revue, *Historical Studies in Industrial Relations*.

Les sources

L'élargissement du champ de recherche nécessite l'utilisation de sources supplémentaires, voire de toutes sortes de sources. Je me limite ici aux références les plus importantes :

1. Les sources écrites à exploiter sont beaucoup plus nombreuses que par le passé. Cela vaut pour les sources contemporaines authentiques (rapports personnels, autobiographies, etc.) mais aussi pour les textes dérivés, publiés ou non. Nous devons étudier les publications des sciences naturelles, ou les études de terrain et les rapports qui ont été rédigés pour une autre discipline. Un exemple est la littérature coloniale sur la façon dont la population indigène fut efficacement intégrée dans ce qui était pour elle un processus de travail étranger ¹. Après la décolonisation, cette littérature s'adapta à la nouvelle situation, en étudiant la difficulté d'« apprivoiser » de nombreux nouveaux prolétaires : ils s'adaptaient très lentement à la discipline hétéronome des usines « modernes », ils

¹ Richard Brown a observé qu'après la Première Guerre mondiale, l'intérêt colonial s'est déplacé de l'acquisition au maintien du contrôle, et les premiers remous autour du « développement » en tant que politique consciente ont commencé. Incarnés dans *The Dual Mandate in British Tropical Africa* (1922) de Lord Lugard et dans *Mise en valeur des colonies françaises* (1923) du ministre français des Colonies Albert Sarraut, ces changements dans la nature du colonialisme se sont accompagnés du développement d'une anthropologie dont les praticiens affirmaient qu'elle avait une grande valeur pratique. Un rôle clé dans le développement de cette littérature a été joué par l'Institut Rhodes-Livingstone en Rhodésie du Nord, qui a été fondé en 1937. Voir Brown, « Anthropology and Colonial Rule », p. 175 et *passim*.

n'épargnaient pas sur leur salaire et partaient pour de longues périodes dans leur village natal, etc. Ces tensions, appelées par euphémisme « problèmes de travail », faisaient l'objet d'une attention croissante après 1945¹. Dans le même temps, les anthropologues ont étudié le contexte social et culturel des « indigènes » afin de comprendre ce qui les rendait si rebelles². Les études contemporaines furent bientôt complétées par des études historiques sur la genèse de ces « problèmes »³. Les rapports des experts en droit du travail et des juristes jouèrent un rôle important à cet égard. Après la création du Bureau international du travail en 1919, ils examinèrent les conséquences des accords interétatiques sur les conditions de travail dans les colonies⁴.

2. Pour la « mondialisation » de l'histoire des travailleurs, les sources orales ont une importance plus centrale que ce n'est généralement le cas. Par exemple, si l'on veut écrire l'histoire du travail occasionnel dans un bidonville, on constate généralement qu'il existe très peu de documents écrits ou de photographies. Un entretien avec les personnes concernées est donc la source d'information la plus importante, une source qui doit être bien sûr vérifiée par rapport à d'autres. Ces dernières années, l'histoire orale a commencé à se répandre dans le monde entier.

3. Les sources numériques. Les banques de données dont nous disposons pour les études quantitatives se rapportent généralement à une certaine

¹ Par exemple Decker, *Labor Problems in the Pacific Mandates* ; Noon, *Labor Problems of Africa* ; Thompson, *Labor Problems in Southeast Asia* ; Keddie, « Labor Problems in Pakistan » ; Myers, *Labor Problems in the Industrialization of India*. En 1954, un projet de recherche à grande échelle sur les « problèmes du travail » a été lancé, intitulé « The Inter-University Study of Labor Problems in Economic Development ». « Il a été financé principalement par la Fondation Ford. Ils ont développé leurs idées dans : « L'industrialisme et le travailleur industriel », et leur livre *Industrialism and Industrial Man*. Le projet a impliqué 35 pays et a donné lieu à la publication d'au moins 14 livres et 23 articles. Voir aussi Locke, Kochan & Piore, « Reconceptualizing Comparative Industrial Relations ».

² Morris, *Emergence of an Industrial Labor Force* est un important exemple sur ce fait.

³ L'Institut Rhodes-Livingstone de Lusaka a fortement encouragé cette recherche anthropologique. L'ouvrage d'Epstein, *Politics in an Urban African Community*, a été une publication importante et caractéristique. D'autres études furent, par exemple : Wilson, *Essay on the Economics of Detribalization* ; Mitchell, *Kalela Dance* ; Gluckmann, « Anthropological Problems ». Voir également : Burawoy, « Anthropology of Industrial Work » et Smith, « Ethnographies of Work and the Work of Ethnographers ». Une autre perspective intéressante est offerte par Bulhan, « Psychological Research in Africa ».

⁴ Voir le rapport de la conférence intitulé *Recruiting of Labour in Colonies*. Voir aussi Ross, *Report on Employment of Native Labor*.

région. Dans les endroits où une bureaucratie bien développée existait à un stade relativement précoce, nous trouvons naturellement plus de données que dans les régions où ce n'était pas le cas. Dans la pratique, cela signifie qu'il y a une pénurie générale de données pour les pays du Sud et que ces informations doivent être trouvées ailleurs. Nous traitons ici principalement de trois types de bases de données : référentielles (listes de documents ou de bases de données), en texte intégral (où les documents sont reproduits dans leur intégralité) et factuelles (données statistiques en ligne) ¹. Les banques de données en texte intégral sont des sources écrites utiles, tandis que le matériel factuel permet au chercheur de mener des études sérieuses fondées sur des statistiques, par exemple, du matériel démographique ou des listes de salaires et de prix ². Outre l'assemblage de ces méta-sources, il faut recourir à une deuxième activité technique, à savoir rendre les banques de données des différentes régions géographiques compatibles entre elles : comparer, dans la mesure du possible, les descriptions, les poids, les mesures, etc., relatifs aux emplois et aux professions ³.

L'accumulation, la conservation et la mise à disposition générale de ces nouvelles sources constituent un énorme défi. Dans de nombreux pays du Sud, il y a peu de fonds pour des archives climatisées dans lesquelles le papier, les photos, les bandes audio et vidéo peuvent être stockés pendant de longues périodes. C'est d'autant plus regrettable que les problèmes de conservation dans ces pays, en raison de la forte humidité, des insectes ou des rongeurs, nécessitent plus d'attention qu'en Europe ou en Amérique du Nord. Malgré la nature redoutable d'un tel défi, de réels succès peuvent être atteints, comme l'ont démontré l'Arquivo Edgard Leuenroth à Campinas (Brésil) et les activités du V.V. Giri National Labour Institute à Noida (Inde) ⁴.

¹ L'accès aux bases de données historiques est, par exemple, proposé par <www.internets.com/shistory.htm>, <www.abc-clio.com>, <www.rhd.uit.no/nhde/micro.htm>, <<http://chnm.gmu.edu/history/research/dbase.html>>.

² Le site web dit Clio-Infra (hébergé par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam) contient des données mondiales sur les indicateurs sociaux, économiques et institutionnels des cinq derniers siècles, avec une attention particulière accordée aux 200 dernières années. Voir <<https://clio-infra.eu/>>.

³ Le projet HISCO en est un exemple. Il est coordonné par Marco van Leeuwen, Ineke Maas et Andrew Miles et a produit un « Historical International Standard Coding of Occupations ». Voir van Leeuwen *et al.*, *Historical Standard Coding of Occupations*, et <<https://iisg.amsterdam/nl/data/datawebsites/history-of-work>>.

⁴ Voir <<https://www.ael.ifch.unicamp.br/>> et <www.indialabourarchives.org>.

Problèmes de recherche

La littérature académique inspirée par l'Histoire mondiale du travail connaît une croissance dynamique. Le nombre d'études comparatives internationales qui ne se limitent pas aux pays riches a fortement augmenté ces dernières années. L'Histoire mondiale du travail migratoire forcé et « libre » a fait un grand bond en avant. L'attention plutôt unilatérale accordée à la région atlantique a commencé à être remplacée par une approche mondiale. On écrit actuellement beaucoup sur l'esclavage et la traite des esclaves dans une perspective mondiale ¹. Récemment, d'autres formes de travail non libre ont également été explorées, comme les condamnés travailleurs ². Les groupes professionnels restent un sujet évident pour les analyses comparatives. Après l'attention portée très tôt aux mineurs de charbon, des études à grande échelle ont suivi récemment sur les débardeurs, les marins, les travailleurs du textile, les briquetiers, les soldats, les prostituées, les constructeurs de navires et les domestiques ³.

Les organisations et les formes de résistance sont également devenues des thèmes d'analyses globales. Plusieurs approches ont été développées. Je mentionne tout d'abord les projets de recherches organisées par l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam sur les origines des mouvements ouvriers, l'histoire des organisations révolutionnaires-syndicalistes ou des amicales de travailleurs ⁴. Un point critique soulevé avec une certaine justification est que ces projets étaient principalement additifs : divers développements nationaux étaient simplement mis côte à côte et non comme l'expression de processus sociaux, culturels et politiques majeurs. Deuxièmement, il y a l'intéressante tentative de réaliser une étude transnationale des conflits du travail par le personnel du Ferdinand Braudel Center de Binghamton, New York. Ils arrivèrent à la conclusion, dans les années 1980, qu'il y avait différentes vagues de militantisme à l'échelle mondiale, à la fin des deux guerres mondiales ou vers 1970, par exemple. Afin d'examiner de plus près la nature globale du militantisme ouvrier depuis 1870, ils se mirent d'accord sur quatre étapes de recherche : 1) Analyser un certain nombre de périodiques et d'almanachs pour trouver

¹ Pour un aperçu général, voir Manning, « Slave Labour ».

² De Vito & Lichtenstein, *Global Convict Labour* ; Anderson, *Global History of Convicts*.

³ Davies *et al.*, *Dock Workers* ; Heerma van Voss *et al.*, *Ashgate Companion to the History of Textile Workers* ; Hoerder *et al.*, *Towards a Global History of Domestic and Caregiving Workers* ; Rodríguez Garcá *et al.*, *Selling Sex in the City* ; Varela *et al.*, *Shipbuilding and Ship Repair Workers*.

⁴ van der Linden & Rojahn, *Formation des mouvements ouvriers* ; van der Linden et Thorpe, *Syndicalisme révolutionnaire* ; van der Linden, *Social Security Mutualism* ; van der Linden & Price, *The Rise and Development of Collective Labour Law*.

des informations sur les grèves dans le monde. 2) Avec ces informations, établir des fréquences sur une base régionale et mondiale. 3) Comparer ces chiffres avec ce qui pourrait être extrait des données statistiques nationales. 4) Expliquer un modèle mondial, en tenant compte notamment du moment où les troubles se sont produits, de la localisation des épicentres et du degré de politisation des grèves¹. Le résultat le plus marquant de ce projet est bien sûr l'ouvrage de Beverly Silver, *Forces du travail. Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, qui met en relation le développement des mouvements ouvriers avec la mobilité du capital, les cycles de production et la politique mondiale². Mais les fugueurs, l'anarchisme et le syndicalisme, le panafricanisme révolutionnaire et les coopératives de consommateurs furent également examinés par les spécialistes de l'Histoire mondiale du travail³. En général, il est important de développer une nouvelle perspective sur l'action collective. La récente étude comparative de Jörg Nowak sur les grèves de masse en Inde et au Brésil révèle, par exemple, que de nombreux conflits du travail se développent en l'absence de syndicats, mais avec le soutien de réseaux de parenté, de communautés locales, de mouvements sociaux et d'autres types d'associations⁴.

La mise en œuvre d'une nouvelle approche de l'histoire du travail, selon les lignes mentionnées ci-dessus, nécessite également la formulation de nouvelles pistes de recherche. C'est l'une des prochaines étapes les plus importantes et nous pouvons nous appuyer sur les initiatives des deux dernières décennies. Je me limiterai à trois suggestions, sachant que de nombreuses autres options intéressantes existent.

1. Concepts clés de l'histoire du travail issus de différentes cultures : les problèmes de compatibilité et de transférabilité. De nombreux concepts clés de la tradition nord-atlantique sont poly-interprétés même *dans* un contexte identique – un « *trade-union* » britannique n'est pas la même chose qu'un *syndicat* français – ou n'ont pas d'équivalent exact d'une langue, ou d'une culture, à une autre⁵. Il s'ensuit des problèmes de traduction et de compréhension qu'il convient de résoudre. C'est particulièrement

¹ Silver *et al.*, « Labor Unrest in the World-Economy ». Voir également Research Working Group on World Labor, « Global Patterns of Labor Movements ».

² Silver, *Forces du travail*. L'original anglais a été publié en 2003.

³ Voir, par exemple, van Rossum & Kamp, *Desertion in the Early Modern World* ; Hirsch & van der Walt, *Anarchism and Syndicalism* ; Weiss, *Framing a Radical African Atlantic* ; Hilson *et al.*, *Global History of Consumer Co-operation*.

⁴ Nowak, *Mass Strikes and Social Movements in Brazil and India*.

⁵ Il existe relativement peu d'études dans ce domaine qui s'intéressent à la région de l'Atlantique Nord. Un exemple d'une approche alternative est donné par Howland, « Translating Liberty ».

vrai pour le concept de « travail »¹. Mais les problèmes ne s'arrêtent pas à la terminologie, comme l'a bien noté Craig Calhoun : « Une traduction adaptée à l'analyse comparative exige l'interprétation de toute l'organisation d'une activité, et pas seulement l'établissement de correspondances sémantiques entre les langues en question »².

2. L'analyse du développement à long terme de la classe ouvrière mondiale au sens le plus large possible représente évidemment un énorme défi. Jusqu'à présent, nous ne disposons d'aucune estimation quantitative de l'évolution de la classe ouvrière mondiale dans son ensemble. Même la taille du segment des salariés *au sein de* cette classe ouvrière élargie ne peut être estimée que de manière approximative³. Et, alors qu'il existe relativement parlant – une grande quantité de données disponibles pour les XIX^e et XX^e siècles, il est souvent très difficile de construire des ensembles de données comparatives pour les périodes antérieures.

Néanmoins, on peut découvrir beaucoup de choses en ce qui concerne les grandes lignes du processus de formation des classes, comme le prouvent les activités du “*Global Collaboratory on the History of Labor Relations*”. Depuis 2007, cette équipe de chercheurs provenant des six continents travaille à une reconstruction des relations de travail à travers le monde sur cinq années échantillons : 1500, 1650, 1800, 1900 et 2000. La coordination du projet est assurée par l'Institut international d'histoire sociale, basé à Amsterdam. Sur la base de projets pilotes, cette équipe a développé une taxonomie de dix-huit variétés de relations de travail, dégageant des types de travail différents les uns des autres et définis comme « réciproque », « tributaire » et « marchandisé », en plus du « non-travail ». Bien qu'il y ait encore de nombreuses lacunes dans l'ensemble des données, l'hypothèse provisoire se dégage, à savoir que l'éventail des *types* de travail (et des combinaisons de relations de travail) s'est complexifié jusqu'au début du XIX^e siècle. Une simplification des structures du travail a ensuite suivi, le travail salarié « ordinaire » devenant plus important. Dans les années à venir, il sera possible de vérifier cette hypothèse de manière plus approfondie, en élaborant et en affinant davantage les

¹ Une telle étude peut se rattacher à plusieurs autres approches de la recherche telles que (1) les études historiques sur la genèse du concept moderne de travail en Europe ; (2) les études en ethnologie et en sociologie « non occidentale » ; (3) l'histoire de la pensée ; (4) la philologie historique ; (5) les tentatives de définition du concept de « travail » par les chercheurs en sciences sociales.

² Calhoun, *Critical Social Theory*, p. 59.

³ Tentatives préliminaires dans Bairoch & Limbor, « Changes in the Industrial Distribution » ; Bairoch, « Structure de la population active mondiale » ; Filmer, *Estimating the World at Work*.

données¹. Sur la base de ces résultats, il devrait être possible de trouver des explications à l'incidence des modes divergents de contrôle du travail dans différentes régions et périodes historiques².

3. Les chaînes de marchandises comme chaînes de travail. Le concept de « chaînes de marchandises » – déjà exploré par Adam Smith – est apparu sous différentes formes depuis les années 1960, en France avec l'*approche filière*, et au cours des dix dernières années, de manière plus internationale grâce aux recherches de Gary Gereffi et Miguel Korzeniewicz³. L'idée centrale est très simple : toute marchandise est née d'un processus de production dans lequel la force de travail et les moyens de production ont été « combinés ». Les moyens de production eux-mêmes sont à leur tour le produit d'une combinaison de la force de travail et d'autres moyens de production. La force de travail consomme également des biens tels que des vêtements et de la nourriture qui, à leur tour, ont été produits par une combinaison de la force de travail et des moyens de production. En bref, le processus de production ultime qui aboutit à un « produit fini » n'est que le point final d'un faisceau de chaînes de processus de production. Ce concept, qui est en fait l'œuvre des économistes contemporains, n'a été que très peu abordé par les historiens sociaux.

L'histoire du travail à l'échelle mondiale est un domaine qui offre beaucoup d'espace pour les recherches futures. L'historiographie du travail à l'échelle mondiale présente donc une pléthore d'opportunités pour de nouvelles études. Pour relever le défi, il nous faudra plus de curiosité et l'engagement d'un grand nombre de chercheurs.

¹ < <https://collab.iisg.nl/web/labourrelations>>. Le projet rappelle une idée de Jan Lucassen. Il est coordonné par Karin Hofmeester et Christine Moll-Murata, et a reçu le soutien financier de l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique (NWO) ainsi que de la Fondation Gerda Henkel (Allemagne).

² Une tentative pionnière a été proposée par Immanuel Wallerstein dans son *Modern World System*, vol. I et II. Pour une évaluation des préoccupations des historiens du travail, voir le chapitre 13 de ce livre. Une contribution récente et inspirante est celle de van Nederveen Meerkerk, *Women, Work and Colonialism*.

³ Déjà dans les années 1980, Terence K. Hopkins et Immanuel Wallerstein avaient intégré ce concept dans leur théorie du système mondial. Voir leur essai « Commodity Chains ». Gereffi et Korzeniewicz ont analysé le concept dans une étude récente : « Commodity Chains and Footwear Exports ». La percée a eu lieu avec la collection éditée par Gereffi & Korzeniewicz : *Commodity Chains and Global Capitalism*. On peut ajouter que des études sur les chaînes de produits de base ont été réalisées bien plus tôt. Voir par exemple Oppel, *Baumwolle*.

Introduction

Penser, ce n'est pas construire des cathédrales
ou composer des symphonies. Si la symphonie existe,
c'est le lecteur qui doit la créer dans ses propres oreilles.

Cornelius Castoriadis

En ce début de XXI^e siècle, la recherche historique sur le travail, les problèmes et les réalisations des travailleurs et des mouvements syndicaux connaît une transition passionnante vers une véritable Histoire mondiale du travail. Pour comprendre ce qui change, il suffit de comparer les perspectives récentes avec celles traditionnelles.

Auparavant, les historiens des classes ouvrières ne se préoccupaient presque exclusivement que des pays capitalistes développés et de l'Europe de l'Est/la Russie. Ils interprétaient l'objet de leur étude d'une manière très étroite, en définitive de manière eurocentrique. Un paradigme unilatéral a donc prédominé dans un grand nombre de publications apparues depuis les débuts de la discipline dans les années 1840. Le travailleur-type étudié par l'historien du travail traditionnel était un individu « doublement libre » (au sens marxien de « libre » de choisir son employeur, et « libéré » de la propriété du capital). Ce travailleur était généralement de sexe masculin, et il était employé dans le secteur des transports (docks ou chemins de fer), les mines, l'industrie ou l'agriculture à grande échelle. En arrière-plan, la famille du travailleur, et parfois celle de la travailleuse, semblait avoir plutôt une fonction de consommation ou de reproduction : on y dépensait les salaires et les enfants étaient élevés par elle. Les manifestations des travailleurs étaient prises au sérieux et analysées, surtout lorsqu'elles prenaient la forme de grèves, d'activités syndicales ou d'actions politiques partisans menées par des mouvements de gauche.

À partir des années 1950, de nombreuses autres contributions ont été apportées à l'histoire du travail des colonies actuelles ou des anciennes colonies. Mais au départ, elles furent victimes des mêmes préjugés euro-

centriques¹. Elles accordèrent plus d'importance aux mineurs, aux dockers, aux travailleurs des plantations, etc., reléguant au second plan la famille et le travail domestique. Elles mirent également l'accent sur les grèves, les syndicats et les partis politiques, bien que leurs auteurs aient été inspirés par de nombreuses perspectives politiques différentes. Par exemple, l'ouvrage de J. Norman Parmer, *Colonial Labor Policy and Administration* (1960), qui traite de l'industrie des plantations de caoutchouc en Malaisie (pendant plusieurs décennies avant la Seconde Guerre mondiale), regardait les travailleurs à travers les yeux des entrepreneurs et des autorités de l'État. L'ouvrage classique de Jean Chesneaux *Le mouvement ouvrier en Chine de 1919 à 1927* (1962) a été écrit à partir d'une position officielle communiste. L'*Historia del movimiento obrero boliviana* (1967-1970) de Guillermo Lora est une œuvre trotskyste.

Des études ultérieures ont souvent tenté de développer une approche moins eurocentrique. Parmi les travaux novateurs à cet égard, citons *Chibaro* (1976) de Charles van Onselen sur le travail dans les mines de Rhodésie du Sud et *Labour and Working Class in Eastern India* (1994) de Ranajit Das Gupta sur les travailleurs des plantations, les mineurs et les ouvriers du textile en Assam, au Bengale et ailleurs². Au cours des vingt dernières années, l'histoire du travail connaît un intérêt croissant dans certaines régions du Sud. En Amérique latine et dans les Caraïbes, John French a conclu il y a quelques années que « le domaine a gagné en visibilité du début au milieu des années 1980 et est maintenant reconnu comme une spécialisation établie parmi les universitaires de nombreuses disciplines »³. En Asie du Sud et en Afrique australe, des tendances similaires sont perceptibles⁴.

Aujourd'hui, le domaine de l'histoire du travail se mue en un projet véritablement *mondial*, comme le montre le nombre de conférences et associations professionnelles organisées au niveau international. Après une

¹ Déjà avant la Seconde Guerre mondiale, quelques contributions importantes à l'histoire du travail dans le Sud ont été publiées. Voir par exemple Das, *Factory Labor in India* ; idem, *Factory Legislation in India* ; idem, *Labor Movement in India* ; Clark, *Organized Labor in Mexico*.

² Ces nouveaux développements ont été couverts au fil des ans par une série de recueils d'essais. Sandbrook & Cohen, *Development of an African Working Class* ; Gutkind, Cohen & Copans, *African Labor History* ; Cohen, Gutkind & Brazier, *Peasants and Proletarians* ; Munslow & Finch, *Proletarianisation in the Third World* ; Agier, Copans & Morice, *Classes ouvrières d'Afrique noire* ; Amin & van der Linden, « *Peripheral* » *Labour* ?

³ French, « Latin American and International Working Class History on the Brink of the 21st Century », p. 137 ; voir aussi French, « The Latin American Labor Studies Boom ».

⁴ Voir par exemple Freund, « Labor and Labor History in Africa », ainsi que Behal & van der Linden, *India's Labouring Poor*.

initiative pionnière en Afrique du Sud en 1978 – l’Atelier d’Histoire sur « le Travail, les Townships et les Protestations » de cette année-là¹ –, le véritable « décollage » eut lieu en 1996 avec la création de l’Association des Historiens Indiens du Travail, une organisation dynamique qui est à l’origine d’une série de conférences importantes ainsi que de nombreuses autres activités scientifiques. Peu après, « *Mundos do Trabalho* » – un réseau d’historiens du travail au sein de l’Association Brésilienne d’Histoire ANPUH (Associação Nacional de História) – a été créé. Des conférences fondatrices ont également eu lieu au Pakistan (Karachi, 1999), en Corée du Sud (Séoul, 2001), en Indonésie (Jogjakarta, 2005) ; une deuxième Conférence Sud-africaine a été organisée à Johannesburg en 2006. La vaste expansion géographique de la discipline – et les nouvelles réflexions substantielles qu’elle a suscitées – a conduit partout à une réévaluation de l’histoire du travail telle que perçue dans le passé.

Lorsqu’elle est apparue au XIX^e siècle en Europe et en Amérique du Nord, l’histoire du travail combinait le « nationalisme méthodologique » et l’eurocentrisme ». Cette approche a été sujette à controverse ces dernières années. Le *nationalisme méthodologique* oppose la société et l’État, et traite en fait les différents États-nations comme des « monades leibniziennes » pour la recherche historique. L’*eurocentrisme* peut être considéré comme l’ordre mental du monde du point de vue de la région de l’Atlantique Nord – la période « moderne » est perçue comme commençant en Europe et en Amérique du Nord, et s’étendant progressivement au reste du monde ; la temporalité de la « région centrale » détermine la périodisation des développements dans le reste du monde. Les historiens ont ainsi reconstitué l’histoire des classes ouvrières et des mouvements ouvriers en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, etc., comme des développements *distincts*, et s’ils ont prêté attention aux classes et mouvements sociaux en Amérique latine, en Afrique ou en Asie, ceux-ci ont été interprétés selon les schémas de l’Atlantique Nord ».

Cela signifie-t-il que les historiens du travail n’ont jamais regardé au-delà des frontières nationales ? Bien sûr qu’ils l’ont fait, et très tôt d’ailleurs. Le fait est que leur approche est néanmoins restée « monadique ». Le monde européen « civilisé » était traité comme s’il était constitué de peuples qui évoluent tous plus ou moins dans la même direction, selon les mêmes principes, même si c’est à un rythme différent. Une nation était considérée comme « plus avancée » qu’une autre, de sorte que les nations les plus « arriérées » pouvaient voir leur avenir se refléter dans les nations dirigeantes. Au début, cette pensée a été interprétée de façon simpliste. Les mouvements ouvriers d’autres pays ont été étudiés par les auteurs, par exemple, pour découvrir de nouvelles idées stratégiques pour

¹ Bonner, « New Nation, New History: The History Workshop in South Africa, 1977-1994 », p. 978-979.

la politique quotidienne dans leurs propres pays. Une telle approche est évidente dans les écrits d'un pionnier allemand de l'histoire des mouvements ouvriers transfrontaliers, Lorenz Stein. Dans son étude de 1842 sur les courants socialistes et communistes dans le prolétariat français, il a supposé dès le départ que l'histoire se développe via des nations séparées. Il s'est résolument placé sur le terrain de la pensée monadique. Mais il pensait que tout « mouvement profond » d'une nation se répéterait tôt ou tard dans une autre nation. C'est pourquoi une étude sur l'évolution de la situation en France lui semblait urgente. Il avait le sentiment que le mouvement radical qui s'y manifestait allait bientôt s'abattre sur l'Allemagne, et il s'interrogea donc de manière rhétorique : « Pouvons-nous rester là passifs à regarder comment [le mouvement] se développe parmi nous et rester sans gouvernail parce qu'il n'est pas compris ? »¹

Ce type de motivation a suscité un vif intérêt pour des peuples apparemment « très développés » qui « montraient la voie de l'avenir ». Cependant, on s'est vite rendu compte à quel point il était difficile de tirer d'ailleurs des recettes politiques utiles. Lorsque Werner Sombart a reconstitué l'histoire du prolétariat italien, un demi-siècle après Stein, il a conclu que de telles études comparatives ne fournissaient guère de conseils politiques utiles pour la politique quotidienne dans son pays. Sombart pensait que les nations peuvent apprendre les unes des autres, mais il a plaidé pour une approche plus fondamentale qui se concentrerait purement sur des questions théoriques importantes (« à partir d'où ? », « pour aller où ? »). Cette nouvelle méthodologie a immédiatement élargi le champ de la recherche, car cela signifiait qu'étudier les pays plus avancés ne suffirait plus. Il fallait aussi prendre en compte les pays moins développés, « dans la mesure où ils appartiennent au même espace culturel [*Kulturkreise*] ». Après tout : « Si vraiment des régularités dans le développement social peuvent être identifiées, c'est chez les retardataires que nous devons nous attendre à leur récurrence ; c'est là que la justesse des hypothèses, formulées sur la base d'expériences antérieures dans d'autres pays, doit être confirmée »².

Ainsi, Sombart a élevé l'histoire du travail « monadologique » au rang de science. Mais peu à peu, les monades ont gagné du terrain. Sombart lui-même a reconnu « l'influence de l'exemple des pays avancés sur les territoires qui les suivent »³. Au cours du XX^e siècle, l'attention portée à l'influence réciproque entre les peuples séparés s'est accrue, même si ces derniers demeurent encore les unités d'analyse fondamentales. De James Guillaume à Julius Braunthal, les organisations internationales du mouvement ouvrier ont été, par exemple, interprétées comme des liens de

¹ Stein, *Socialismus und Communismus*, p. iv, ix.

² Sombart, « Studien zur Entwicklungsgeschichte », p. 178.

³ *Ibid.*

collaboration entre les travailleurs qui représentaient différents pays, « des liens entre les patriotes de différentes patries » – une perception qui, bien sûr, existait aussi dans le mouvement lui-même. Et dans les études sur les migrations internationales de main-d'œuvre, les migrants étaient considérés comme des personnes qui, soit préservaient la culture de leur pays d'origine, soit assimilaient celle du pays d'accueil.

Ce n'est qu'au cours des dernières décennies que la « monadologie eurocentrique » a été remise en question dans son *ensemble*. D'une part, l'idée de Sombart selon laquelle seuls les peuples appartenant à une même « zone culturelle » peuvent être comparés de manière significative a fait l'objet de critiques. D'autre part, l'État-nation est progressivement historicisé, et donc relativisé. Ces deux tendances « subversives » doivent être clairement distinguées, mais elles sont plus ou moins parallèles. Leur émergence est liée à d'importantes transformations intellectuelles qui se sont produites en particulier depuis la Seconde Guerre mondiale, mais parfois même avant ; par exemple :

- La décolonisation a conduit à la création de nombreux nouveaux pays indépendants, notamment en Afrique et en Asie, dont les citoyens ont commencé à se poser des questions sur leur propre histoire sociale. De cette façon, l'histoire du travail a non seulement acquis une composante « périphérique » de plus en plus importante (le nombre de « monades » s'est accru), mais il est aussi clairement apparu que l'histoire périphérique ne pouvait évidemment pas être écrite sans se référer, de manière constante, à l'histoire métropolitaine ¹.
- Des « communautés imaginées » transcontinentales comme le Panafricanisme se sont développées,
- La recherche historique sur les migrations a révélé que la perspective de « l'enclave de la nation à l'ethnie » interprétait mal la réalité de la vie des migrants, car ceux-ci vivent souvent de manière transculturelle.
- On a « découvert » des cultures frontalières qui ne s'inscrivaient pas dans le schéma monadologique.

La même chose s'applique aux cycles transnationaux de manifestations et de grèves des travailleurs.

Tous ces nouveaux développements (plus un contact beaucoup plus important entre les historiens des différents pays et continents) créent une situation dans laquelle les pièges de l'eurocentrisme et du nationalisme méthodologique dans l'histoire traditionnelle du travail sont maintenant clairement visibles, et deviennent donc un sujet de controverse.

¹ Voir par exemple *History of the Upper Guinea Coast* et *History of the Guyanese Working People* de Walter Rodney.

À quoi donc doit renvoyer le terme « Histoire mondiale du travail » ? Chacun a droit à son propre concept, mais je veux dire ce qui suit. En ce qui concerne la *méthodologie*, il s'agit d'un « domaine de grande préoccupation », plutôt que d'un paradigme théorique bien défini auquel tout le monde doit étroitement adhérer. Nos conceptions de la recherche et des cadres interprétatifs peuvent être différentes et le seront. Le pluralisme intellectuel n'est pas seulement une réalité inévitable ; il est également stimulant et fructueux pour la recherche – à condition que nous soyons prêts à entamer une discussion sérieuse sur nos points de vue divergents. Nonobstant les différentes approches, nous devons nous efforcer de collaborer de manière productive dans les mêmes domaines. En effet, plus nous partageons une littérature professionnelle qui est en réalité devenue une ressource internationale, plus cette collaboration devient également une nécessité.

Quant aux thèmes, l'Histoire mondiale du travail se concentre sur l'étude transnationale – et même transcontinentale – des relations de travail et des mouvements sociaux des travailleurs au sens le plus large du terme. Par « continent », j'entends le fait de placer tous les processus historiques dans un contexte plus large, quelle que soit leur « petite » dimension géographique en les comparant avec des processus se déroulant ailleurs, en étudiant les interactions internationales ou en combinant les deux approches. L'étude des relations de travail englobe *à la fois* le travail libre *et* le travail non libre, rémunéré ou non. Les mouvements sociaux des travailleurs impliquent *à la fois* des organisations formelles *et* des activités informelles. L'étude des relations de travail et des mouvements sociaux exige en outre qu'une attention tout aussi sérieuse soit accordée à « l'autre camp » (celui des employeurs, des autorités publiques). Les relations de travail impliquent non seulement le travailleur *individuel* / la travailleuse *individuelle*, mais aussi sa *famille*, le cas échéant. Les relations fondées sur le genre jouent un rôle important *tant au sein de la famille que* dans les relations professionnelles impliquant chaque membre de la famille individuellement.

Quant à la *période historique* étudiée, l'Histoire mondiale du travail ne pose aucune limite à la perspective temporelle, bien que, dans la pratique, l'accent soit d'habitude mis sur l'étude des relations de travail et des mouvements sociaux des travailleurs qui ont émergé avec l'expansion du marché mondial, à partir du XIV^e siècle. Les études des époques antérieures ne doivent, en aucun cas, être exclues, par exemple à des fins de comparaison.

L'Histoire mondiale du travail est une nouvelle entreprise extrêmement ambitieuse. Nombre de ses objectifs de recherche restent controversés ou nécessitent des éclaircissements supplémentaires. Son développement

futur devra surmonter de nombreux obstacles pour pouvoir s'épanouir. Des problèmes techniques devront être résolus¹. Mais le plus grand obstacle, à mon avis, reste notre propre mentalité, accablée comme elle l'est par les théories et les interprétations traditionnelles. J'ai déjà mentionné les deux principaux écueils : le nationalisme méthodologique et l'eurocentrisme.

Les nationalistes méthodologiques, à mon avis, sont victimes de deux erreurs intellectuelles importantes.

Premièrement, ils « naturalisent » l'État-nation. Je veux dire par là qu'ils considèrent l'État-nation comme l'unité analytique fondamentale, indiscutable, pour la recherche historique. Même s'ils reconnaissent que les États-nations n'ont prospéré qu'aux XIX^e et XX^e siècles, ils interprètent toujours l'histoire ancienne comme la *préhistoire de l'État-nation* ultérieur. Les processus transfrontaliers ou de subversion des frontières sont perçus comme des déviations du modèle « pur ». Nous avons affaire ici à une fausse téléologie qui devrait être radicalement abandonnée. Dans une perspective mondiale, l'existence des États-nations demeure évidemment un aspect essentiel du système-monde. Mais ce dernier doit être profondément historicisé et relativisé par rapport aux aspects sous-nationaux, supranationaux et transnationaux.

Deuxièmement, les nationalistes méthodologiques confondent la *société* avec l'État et un *territoire national*. C'est-à-dire qu'ils partent du principe que les « sociétés » (formations sociales) sont géographiquement identiques aux États-nations. Les États-Unis ont leur propre société, le Mexique a la sienne propre, la Chine de même, et ainsi de suite. Ici aussi, nous devons adopter une approche totalement nouvelle. Peut-être devrions-nous réfléchir plus profondément à l'affirmation de Michael Mann selon laquelle les sociétés sont « de multiples réseaux sociospatiaux de pouvoir [idéologique, économique, militaire et politique] qui se chevauchent et s'entrecroisent ». Par implication, « Les sociétés ne sont pas unitaires. Elles ne sont pas des systèmes sociaux (fermés ou ouverts) ; ce ne sont pas des totalités. Nous ne pouvons jamais trouver une seule société délimitée dans un espace géographique ou social »².

Trois variantes de l'*Eurocentrisme* doivent être mentionnées ici de manière spécifique.

La première consiste simplement en une *négligence* : il n'y a d'attention que pour une partie du monde ; l'auteur part du principe que l'histoire de « sa partie du monde » peut être représentée sans prêter atten-

¹ Comme le fait que dans de nombreux pays du Sud, les institutions d'archives qui sont bien classées et qui collectent activement sont absentes. Il est possible de constituer des archives fonctionnant bien avec des moyens financiers modestes, comme le prouve l'exemple du V.V. Giri National Labour Institute à Noida, en Inde.

² Mann, *Sources of Social Power*, I, p. 1-2.

tion au reste du monde. Cette attitude est bien exprimée par la distinction communément faite entre « l'Occident et le reste du monde ».

La deuxième variante est un *préjugé* explicite : les auteurs envisagent des connexions mondiales, mais pensent néanmoins que la Grande Europe (y compris l'Amérique du Nord et l'Australasie) « montre la voie ». Ce type d'eurocentrisme est particulièrement manifeste chez les théoriciens de la modernisation. Robert Nisbet a caractérisé cette théorie du développement comme suit : « L'humanité est assimilée à un vaste cortège, dont tous les peuples, ou du moins un très grand nombre d'entre eux, font partie. L'Europe occidentale et son modèle de valeurs économiques, politiques, morales et religieuses, acquis au cours de l'histoire, était considérée comme étant en tête, à l'avant-garde, du cortège. Tous les autres peuples, aussi riches soient-ils de leur propre civilisation, comme la Chine et l'Inde, étaient considérés comme, pour ainsi dire, les « marches » d'une procession qui les amènerait un jour, eux aussi, à l'accomplissement du développement qu'était l'Occident sacré »¹.

La troisième variante consiste en des *hypothèses implicites* qui orientent la recherche. Cette variante est la plus difficile à reconnaître et à combattre. Il s'agit ici des croyances générales relatives à l'expérience historique qui auraient été confirmées à maintes reprises par des recherches

¹ Nisbet, « Ethnocentrism and the Comparative Method », p. 101. Nisbet note que l'eurocentrisme (à l'époque encore appelé « ethnocentrisme ») est symbolisé selon une métaphore biologique de la croissance et du développement : les sociétés sont un peu comme des plantes, émergeant de graines et se développant ensuite en organismes matures. Cette métaphore de la croissance est fondée sur au moins cinq autres hypothèses : « Cela signifie, en premier lieu, que le changement est normalement *continu*. C'est-à-dire que chaque condition identifiable d'une chose, que ce soit un arbre, un homme ou une culture, doit être comprise comme étant issue d'une condition précédente de cette même chose. Deuxièmement, les grands changements doivent être compris comme la conséquence *cumulative*, *ainsi que progressive*, d'une série de petits changements. Troisièmement, le changement social est caractérisé par la *différenciation*. Tout comme la semence ou la cellule germinale fécondée est marquée par la différenciation et la variation de la fonction et de la forme au cours de son histoire, la culture ou l'institution humaine est également marquée par ce type de manifestation au fil du temps. Quatrièmement, on considère qu'un changement de type développemental est causé en grande partie par une propriété ou un ensemble de propriétés persistantes et *uniformes*. De la doctrine de l'uniformité est née la conviction que les conflits sociaux, la coopération, la situation géographique, la race ou toute autre cause présumée si richement disséminée dans les pages de l'histoire sociale, sont la cause première et continue de tout développement. Cinquièmement, il est clair que dans toutes ces théories du développement social, une sorte de *téléologie* est présente. Il y a toujours une « fin » en vue ». La « fin » est conçue « en termes purement occidentaux ». Nisbet, « Ethnocentrism and the Comparative Method », p. 100.

scientifiques antérieures, et qui peuvent donc être considérées comme allant de soi. Les « Eurocentristes empiriques » font donc des affirmations comme si elles étaient fondées sur des *faits* évidents. Ils supposent simplement, par exemple, que les syndicats sont toujours plus efficaces s'ils se concentrent sur une forme ou une autre de négociation collective. Cela, pensent-ils, a été clairement prouvé par l'expérience historique. Ils nieront souvent avec force qu'une vision *eurocentrique des preuves* est impliquée dans la défense d'une telle interprétation, et peu d'entre eux sont conscients qu'un préjugé régional est impliqué ici. Comme l'a fait remarquer feu Jim Blaut : « L'eurocentrisme, [...] est une chose très complexe. Nous pouvons bannir toutes les significations de valeur du mot, tous les préjugés, et nous avons toujours l'eurocentrisme comme un ensemble de croyances empiriques »¹.

La confrontation des deux premières variantes (négligence et préjugés) est relativement sans équivoque, mais la troisième constitue un obstacle beaucoup plus sérieux. Lucien Febvre avait déjà soulevé le problème il y a un demi-siècle : « Toute catégorie intellectuelle que nous pourrions forger dans les ateliers de l'esprit est capable de s'imposer avec la même force et la même tyrannie – et tient encore plus obstinément à son existence que les machines fabriquées dans nos usines »².

Avec les études proposées dans ce volume, je veux contribuer à une Histoire mondiale du travail libérée de l'eurocentrisme et du nationalisme méthodologique. En utilisant la littérature de diverses régions, époques et disciplines, je fournis des arguments et des outils conceptuels pour une interprétation différente de l'histoire – une histoire du travail qui intègre l'histoire de l'esclavage et du travail sous contrat, et qui accorde une attention particulière aux développements divergents mais interconnectés dans différentes parties du monde. Trois questions sont au centre de mon étude :

- Quelle est la nature de la classe ouvrière mondiale sur laquelle se concentre l'Histoire mondiale du travail ? Comment pouvons-nous définir et délimiter cette classe, et quels sont les facteurs qui en déterminent la composition ?
- Quelles formes d'action collective cette classe ouvrière a-t-elle développées au cours du temps, et quelle est la logique de cette évolution ?
- Que pouvons-nous apprendre des disciplines adjacentes ? Quelles perspectives des anthropologues, sociologues et autres spécialistes des sciences sociales sont utiles pour le développement de l'Histoire mondiale du travail ?

En examinant ces questions, nos essais ne prétendent pas fournir des réponses complètes et définitives. Nous visons plutôt à montrer ce qui est en jeu pour les historiens du travail, et à tracer une direction qui pourrait utilement orienter les recherches futures. Tous les chapitres peuvent être

¹ Blaut, *Colonizer's Model*, p. 9.

² Febvre, « How Jules Michelet Invented the Renaissance », p. 258.

lus séparément les uns des autres, mais ils forment un tout connecté qui est, à notre avis, cohérent.

La forme du livre ressemble à un sablier classique. Il commence par une perspective large. Ensuite, le cadre se rétrécit. Enfin, le point de vue s'élargit à nouveau. Les essais de la première partie traitent du concept de « classe ouvrière », qui est si central dans toute l'histoire du travail. Il semble que cette notion ait été inventée au XIX^e siècle pour identifier un groupe de travailleurs dits « respectables » par opposition aux esclaves et autres travailleurs non libres, aux indépendants (une partie de la « petite bourgeoisie ») et aux pauvres exclus (le « lumpenprolétariat »). Nous montrons ici que, pour de nombreuses raisons, une telle classification ne s'applique tout simplement *pas* dans le Sud global. Les groupes sociaux qui, aux yeux de l'histoire ancienne du travail, ne sont pas quantitativement significatifs – des exceptions qui confirment la règle – sont la règle dans de grandes parties de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Nous avons donc besoin d'une nouvelle conceptualisation moins orientée vers l'*exclusion* que vers l'*inclusion* de divers groupes de travailleurs dépendants ou marginalisés. Nous devons reconnaître que les « vrais » travailleurs salariés dont Karl Marx se préoccupait au premier chef, c'est-à-dire les travailleurs qui, en tant qu'individus libres, peuvent disposer de leur propre force de travail comme de leur propre marchandise, et qui n'en ont aucune autre à vendre, ne représentent *qu'un moyen parmi d'autres par lequel* le capitalisme transforme la force de travail en une marchandise. Il existe de nombreuses autres formes qui requièrent la même attention, comme les esclaves, les travailleurs forcés sous contrat à durée déterminée, les métayers, etc. Le chapitre 2 développe cette thèse de manière empirique et théorique, tandis que les chapitres 3 et 4 approfondissent la logique historique des deux extrêmes du spectre des relations de travail, à savoir le travail rémunéré dit « libre » et l'esclavage¹.

Les essais des deuxième et troisième parties constituent la pièce centrale « étroite ». En s'appuyant sur des études de cas historiques et contemporains, ils cherchent à démêler la logique historique de l'action collective de la classe ouvrière. Nous sommes tout à fait conscient qu'il

¹ Slavoj Žižek a fait remarquer à juste titre que le concept de « classe ouvrière », quelle que soit sa définition, désigne « un groupe qui est en soi », « un groupe au sein de l'édifice social, un non-groupe, c'est-à-dire un groupe dont la position est en soi contradictoire ; ils sont une force productive. La société (et ceux qui sont au pouvoir) ont besoin d'eux pour se reproduire et pour gouverner, mais néanmoins, ils ne peuvent pas leur trouver une place adéquate » (Žižek, « Against the Populist Temptation », p. 565). La « classe ouvrière », dans ce sens, ne désigne pas une position subjective. Pour un débat sur cette interprétation, voir Laclau, « Why Constructing a People is the Main Task », p. 660, et Žižek, « Schlagend, aber nicht treffend ! », p. 188.

n'y a rien de vraiment nouveau dans ce genre de recherche. D'autres avant nous ont fait des efforts similaires, dont le plus connu est probablement *A Theory of the Labor Movement* (1928) de Selig Perlman, un ouvrage quelque peu dépassé de nos jours, mais qui comporte des idées qui présentent toujours de l'intérêt. Toutefois, notre approche diffère des contributions précédentes sur des éléments essentiels importants. Nous interprétons le concept de « travailleur » de manière plus large que dans le passé. Nous ne nous limitons pas aux syndicats et nous essayons d'inclure des expériences vécues dans tous les continents.

L'action collective des travailleurs peut être définie comme une *action plus ou moins coordonnée d'un groupe de travailleurs (et, peut-être, d'alliés) pour atteindre un objectif déterminé, qu'ils ne seraient pas en mesure d'atteindre individuellement dans le même délai avec les moyens dont ils disposent*. Cette description est évidemment très générale, car elle couvre à la fois les *organisations* (par exemple, la création d'un fonds funéraire) et les *activités de groupe* (par exemple, les marches de protestation). Les organisations constituent donc une forme d'action collective par leur nature-même¹. En outre, la définition couvre non seulement les conflits d'intérêts ou de politiques, mais aussi divers types d'activités collectives (par exemple, les événements sociaux).

Le champ de recherche qu'ouvre cette interprétation est d'une ampleur ingérable pour un seul auteur. C'est pourquoi nous nous consacrons essentiellement aux types d'action collective des travailleurs *quelque peu formels en matière économique*². Cette restriction signifie que ce sont surtout les activités des travailleurs qui jouissent d'une *autonomie* non négligeable (telle que définie au chapitre 2) qui sont surtout examinées. Il est évident que le degré de liberté personnelle des travailleurs subalternes influence fortement leur capacité à mettre en place des structures organisationnelles élaborées et durables qui leur soient propres, telles que les coopératives de

¹ Cette idée est élaborée dans Friedberg, « Les quatre dimensions de l'action organisée ».

² La distinction entre les organisations formelles et informelles n'est pas toujours très claire. Certains chercheurs pensent qu'une organisation a besoin de règles écrites pour être « formelle », mais cela impliquerait que les analphabètes ne peuvent pas constituer une organisation formelle. On pourrait dire qu'une organisation devient plus formelle lorsqu'elle définit plus précisément qui en est membre et qui ne l'est pas ; quelles *activités* sont appropriées (utiles et légitimes) et celles qui ne le sont pas ; quelles *ressources* sont appropriées (utiles et légitimes) et celles qui ne le sont pas ; quels *motifs et objectifs* sont appropriés pour les acteurs et ceux qui ne le sont pas ; quels *résultats* sont appropriés et ceux qui ne le sont pas ; dans quels *contextes* spécifiques (quand, où) les activités des organisations doivent ou ne doivent pas avoir lieu. J'ai tiré ces six domaines de Burns & Flam, *Shaping of Social Organization*, p.107.

producteurs et de consommateurs ou les syndicats¹. C'est pourquoi les esclaves des plantations et d'autres groupes de travailleurs très peu libres ne sont pas beaucoup mentionnés dans ces chapitres, et c'est aussi la raison pour laquelle nous nous concentrons davantage sur les salariés, les travailleurs forcés sous contrat et les travailleurs indépendants.

Les actions collectives ne doivent pas impliquer ou présumer la moindre revendication et, dans plusieurs domaines importants, elles ne sont pas considérées comme des contestations par les travailleurs concernés, les employeurs et les autorités de l'État². Ces activités *non conflictuelles* sont analysées dans les chapitres 5 à 8. Les chapitres 9 à 12, en revanche, se concentrent sur les activités de *confrontation* dans lesquelles les travailleurs s'opposent aux employeurs ou aux autorités de l'État. Les chapitres 5, 6, 8 et 10 traitent principalement des formes d'action collective à relativement *petite échelle* dans lesquelles les participants ont une grande influence sur les affaires courantes. Dans certaines parties du monde, les petites organisations appartiennent en grande partie à une époque révolue (par exemple dans la région de l'Atlantique Nord), alors que dans d'autres régions, on les trouve encore en grand nombre. Les chapitres 7, 11 et 12, par contre, s'intéressent aussi à la *transition entre les formes d'action collective à petite et à grande échelle*.

Dans la dernière partie de ce livre, une large palette de questions est passée en revue. Parce que l'Histoire mondiale du travail dépasse les fron-

¹ La ligne de division n'est bien sûr pas absolue. Certaines des activités collectives analysées, telles que la rotation du travail et du crédit, se produisent aussi parfois chez les esclaves domestiques. Peter Kolchin souligne à juste titre que les esclaves des Caraïbes (contrairement à ceux du Sud américain) étaient souvent « économiquement autonomes » : « ils cultivent leur propre nourriture sur des parcelles de terre qui leur sont attribuées à cet effet et exercent parfois une activité commerciale importante en vendant leurs excédents agricoles ainsi que leurs divers produits artisanaux ». Kolchin, « Reevaluating the Antebellum Slave Community », p. 588-589. Cette autonomie a rendu possible des formes simples de mutualisme.

² Certains historiens qualifient toutes les formes d'action collective des travailleurs d'actes de protestation, même lorsque les travailleurs concernés ne les entendent pas comme tels. Je considère cette pratique comme « l'une des formes les plus subtiles de condescendance dans l'écriture historique » que John Stevenson a décrite. Voir ses *Popular Disturbances in England*, p. 4. La question de savoir si une action constitue une violation des règles juridiques et extra-juridiques existantes dépend entièrement du contexte historique spécifique. En partie sous la pression de l'action collective, les autorités de l'État continuent de redéfinir les règles ; en conséquence, des actions qui peuvent être des violations graves à un moment donné, peuvent être entièrement légales à un autre moment. L'histoire regorge de cas de passage d'une position plus répressive à une position moins répressive, ou inversement.

tières traditionnelles des disciplines en redéfinissant les concepts fondamentaux, on peut et on doit apprendre beaucoup des disciplines connexes. Cela est vrai tant sur le plan théorique et conceptuel (je parle de l'approche des systèmes mondiaux » et de l'« École de Bielefeld ») qu'empirique. Ainsi, par exemple, la frontière entre les historiographies de l'esclavage et du travail salarié sera nécessairement plus imprécise à l'avenir. Mais nous pouvons aussi trouver l'inspiration ailleurs. La quatrième partie du livre vise à démontrer qu'on peut apprendre beaucoup des sciences sociales, même quand elles ne s'intéressent pas explicitement aux questions du travail. En raison de la nature exploratoire des études regroupées dans ce volume, le dernier chapitre ne prétend pas tirer des conclusions générales, mais précise plutôt les tâches de l'Histoire mondiale du travail à la lumière de ce qui a été dit.

Le polymathe autrichien Otto Neurath a écrit que les savants sont comme les marins « qui, quand ils traversent la haute mer, veulent changer la forme de la charpente et de la coque de leurs navires peu manœuvrables ». En plus d'utiliser le bois de l'ancienne construction, ils ramassent du bois flotté avec lequel ils transforment la structure du navire. Mais ils sont incapables de mettre leur navire à quai pour pouvoir recommencer depuis le début. Ils doivent rester à bord pendant qu'ils sont au travail, défiant les fortes tempêtes et les vagues tonitruantes. En reconstruisant leur navire, ils veillent à ce qu'aucune fuite dangereuse n'apparaisse. Un nouveau navire émerge ainsi de l'ancien, étape par étape »¹.

Les historiens de l'Histoire mondiale du travail sont confrontés à la même situation : nous ne pouvons pas construire notre nouveau navire sans l'ancien, et nous devons, d'une manière ou d'une autre, transformer l'ancien en un nouveau. C'est pourquoi les essais que nous présentons ici sont encore, dans une large mesure, « piégés » dans l'héritage de l'ancienne histoire du travail. En outre, si nous dépassons les frontières conceptuelles et territoriales traditionnelles, nous sommes limités par nos propres connaissances et par le matériau disponible en ce moment – ce dernier étant exceptionnellement inégalement développé, tant sur le plan régional, temporel que thématique. La réalité est que nous en savons tout simplement beaucoup plus sur les salariés « libres » en Europe et en Amérique du Nord aux XIX^e et XX^e siècles que sur les travailleurs non libres en Chine ou en Asie du Sud aux XVII^e et XVIII^e siècles. Ce livre contient donc, il est vrai, un *parti-pris* indésirable mais inévitable, en particulier dans les chapitres 6 à 9, où l'accent est mis, de manière disproportionnée, sur la région de l'Atlantique Nord et sur les salariés « libres », les travailleurs forcés sous contrat et les travailleurs indépendants. Nous ne pouvons qu'espérer qu'en reconnaissant explicitement cette limite, nous susciterons,

¹ Neurath, « Grundlagen der Sozialwissenschaften », p. 918.

dans un avenir pas trop lointain, une attention accrue des chercheurs pour les mondes moins étudiés des travailleurs subalternes.

Nous espérons, en outre, que nos idées amèneront d'autres chercheurs, non seulement à critiquer, mais surtout à faire eux-mêmes des recherches beaucoup plus poussées dans ce nouveau domaine. La nouvelle Histoire mondiale du travail est – ne serait-ce qu'en raison des multiples langues que les chercheurs doivent bien connaître, de l'ampleur de la littérature existante et des nombreux problèmes de « traduction » conceptuelle – un domaine dans lequel la collaboration entre les chercheurs de différentes cultures et régions est d'une importance capitale. Pour ce faire, nous pouvons également – comme nous le démontrerons dans ce livre – tirer profit des travaux antérieurs des historiens du travail. Bien que l'importance de leurs études soit recadrée dans une nouvelle perspective, ils restent une source précieuse d'informations et de données.

Conceptualisations

Qui sont les travailleurs ?

Le concept de « classe ouvrière », né dans l'Europe du XIX^e siècle, a été de plus en plus remis en question au cours des dernières décennies. Les historiens et les sociologues soulignent que la frontière entre le travail salarié « libre », le travail indépendant et le travail non libre n'est en réalité pas très nette, et que les différences entre le travail urbain et le travail rural ne doivent pas être absolues ¹. Peter Linebaugh et Marcus Rediker, par exemple, révèlent comment un prolétariat multiforme de « coupeurs de bois et de tireurs d'eau » s'est développé dans la région de l'Atlantique Nord au début du XX^e siècle, avec différents sites de lutte : « le patrimoine commun, la plantation, le bateau et l'usine ». Ils plaident de manière plausible en faveur de l'idée que les esclaves et les marrons d'Afrique, les travailleurs forcés sous contrat d'Europe, les Indiens d'Amérique et les salariés et artisans « libres » constituaient, ensemble, une « multitude » amorphe complexe, mais aussi socialement et culturellement interconnectée, qui était également perçue comme « une grande masse » (une « hydre à plusieurs têtes ») par ceux qui étaient au pouvoir. Linebaugh et Rediker qualifient la rébellion des esclaves haïtiens de 1791 de « première révolte ouvrière réussie de l'histoire moderne » et laissent entendre que celle-ci a, par la suite, favorisé la segmentation de cette « masse » rebelle.

« Ce qui a été relégué au second plan était national et sectoriel : la classe ouvrière *anglaise*, le *noir* haïtien, la diaspora *irlandaise* » ². « La conception étroite du prolétariat que l'on trouve au XIX^e siècle chez Marx et les autres est, selon eux, le résultat de cette fragmentation.

À quoi pourrait ressembler un concept plus réaliste et plus large de la classe ouvrière ? Pour trouver une réponse à cette question, je commencerai par une critique constructive de la définition de la classe ouvrière de Marx. J'utilise Marx comme point de départ pour deux raisons : il est toujours une source d'inspiration importante pour les universitaires du

¹ V.L. Allen a été l'un des premiers à lancer cette discussion dans « Meaning of the Working Class in Africa ». Voir aussi Bergquist, *Labor in Latin America*, en particulier les chapitres 1 et 6 ; Breman, *Patronage and Exploitation* ; idem, *Of Peasants, Migrants and Paupers* ; idem, *Beyond Patronage and Exploitation* ; idem, *Footloose Labour* ; Gooptu, *Politics of the Urban Poor*.

² Linebaugh & Rediker, *Many-Headed Hydra*, p. 286, 319, 327.

monde entier et, malgré ses nombreuses faiblesses, son analyse est toujours la meilleure que nous ayons.

La complexité de la marchandisation de la force de travail

Les premières lignes du *Capital* de Marx sont célèbres : « La richesse des sociétés dans lesquelles le mode de production capitaliste prévaut apparaît comme une « immense collection de marchandises » ; la marchandise individuelle apparaît comme sa forme élémentaire. Notre étude commence donc par son analyse de cette marchandise »¹. Marx considérerait le mode de production capitaliste comme la conséquence de la *marchandisation* (i) de la force de travail, (ii) des moyens de production et des matières premières, et (iii) des produits du travail. Le premier élément est crucial pour mon argumentation. Marx a supposé que la force de travail peut devenir une marchandise, un objet de commerce, et que ce n'est qu'une des façons « vraiment » capitaliste, à savoir par le travail *salaire libre*, dans lequel le travailleur « en tant qu'individu libre peut disposer de sa force de travail comme sa propre marchandise à vendre » et « n'a aucune autre à vendre »². Il a mis l'accent sur le fait que « la force de travail

¹ Marx, *Capital*, I, p. 125. Ces premières lignes sont presque les mêmes que dans l'ouvrage précédent de Marx, *A Contribution to the Critique of Political Economy* (1859), ce que Marx lui-même reconnaît délibérément dans une note de bas de page. Cette œuvre antérieure, qui a d'abord esquissé les circuits du commerce des marchandises et de l'accumulation du capital à la manière marxiste caractéristique, a été largement ignorée par son public cible et ne s'est pas bien vendue à sa publication. Seule la préface, dans laquelle Marx indiquait brièvement son interprétation de l'histoire humaine, a été par la suite largement citée.

² *Ibid.*, p. 272. Certes, Marx reconnaît explicitement dans le *Capital* que « les salaires eux-mêmes prennent à nouveau de nombreuses formes » qu'il a voulu analyser dans une « étude spéciale sur le travail salarié » (*ibid.*, p. 683). Mais il ne l'a jamais fait ; une analyse théorique des institutions des marchés du travail brille par son absence dans ses écrits. Il souligne également dans un texte complémentaire son point de vue selon lequel « avant tout, [le capital] renverse toutes les barrières légales ou traditionnelles qui l'empêcheraient d'acheter telle ou telle force de travail comme il l'entend, ou de s'approprier tel ou tel type de travail » (*ibid.*, p. 1013). Néanmoins, il suppose partout que le capitalisme a tendance à universaliser le travail salarié libre impliquant le type de relation de travail que nous venons de décrire, c'est-à-dire que *cette* forme de marchandisation est la caractéristique *essentielle et fondamentale* du mode de production capitaliste, qui se développe, grandit et déplace d'autres modes de production. Même si l'on interprète l'étude de Marx comme celle du capitalisme uniquement dans sa « forme pure » ou dans sa « moyenne idéale », moins ses variations et ses gradations, son idée est clairement qu'à travers les développements historiques, on s'approchera de plus en plus de la « forme pure », précisément en éliminant tous les obstacles

ne peut apparaître sur le marché comme une marchandise que si son « propriétaire « l'individu dont c'est la force de travail, la propose à la vente ou la vend comme marchandise » ¹.

Le concept étroit de la classe ouvrière est fondé sur cette idée. Si seule la force de travail des travailleurs *libres* salariés est transformée en marchandise, cela implique que la « véritable « classe ouvrière du capitalisme ne peut être composée que de ces travailleurs-là. Mais l'hypothèse de Marx n'a, pour autant que je sache, jamais été étayée par un raisonnement approprié ou des faits concrets. Pendant longtemps, elle a probablement fait preuve d'assurance ; elle semblait correspondre au processus par lequel un prolétariat s'est formé dans la région de l'Atlantique Nord. Pourtant, l'hypothèse de Marx, repose en vérité, sur deux idées très contestables, à savoir que la force de travail devrait être mise en vente par le travailleur qui en est le *porteur* et le *détenteur*, et que ce dernier qui vend sa propre force de travail *ne vend rien d'autre* ². Mais pourquoi en serait-il ainsi ? Pourquoi la force de travail ne peut-elle pas être vendue par quelqu'un d'*autre* que le porteur ? Pourquoi la personne qui met en vente (sa propre force de travail ou celle de quelqu'un d'autre) ne peut-elle pas la vendre sous condition, ainsi que les moyens de production ? Et pourquoi un esclave ne peut-il pas effectuer un travail salarié pour un tiers au profit de son propriétaire ? Si l'on considère la distinction entre un « porteur » et un « propriétaire « de force de travail en tant que tel, on peut déjà

sur son chemin. Cela implique que tous les autres types de relations de travail auraient tendance à disparaître, car ils sont en fin de compte tous dysfonctionnels pour l'accumulation de capital et l'expansion du marché. Si, en fait, ces relations de travail persistent, la question est de savoir pourquoi. La réponse la plus évidente est qu'elles sont, commercialement ou dans la réalité historique, au moins tout à fait compatibles avec les marchés capitalistes, qu'elles s'y intègrent, voire qu'elles *sont nécessaires* à leur développement ultérieur.

¹ *Ibid.*, p. 271.

² Plusieurs auteurs ont fait valoir que le terme « vente » n'est pas vraiment approprié dans le cas du travail salarié, car il ne s'agit toujours que d'une vente *temporaire de main-d'œuvre* (l'« utilisation » de la force de travail), et généralement nous n'appellerions pas une telle transaction « vente », mais « location » (ou « *leasing* »). Cette nuance linguistique peut sembler futile ou triviale – une fois que l'effort de travail a été fourni, nous ne pouvons jamais revenir en arrière de sorte que l'effort de travail approprié soit lui-même restitué au travailleur salarié (le propriétaire légal de la force de travail) qui l'a loué ou pris à bail, contrairement à d'autres types de « biens économiques » loués ou pris à bail qui peuvent être ainsi restitués – mais les implications théoriques et pratiques peuvent être importantes. Voir par exemple Oppenheimer, *Soziale Frage und der Sozialismus*, p. 119-122 ; Eldred & Hanlon, « Reconstructing Value-Form Analysis », p. 44 ; Lundkvist, « Kritik af Marx' lønteori », p. 16-18 ; Burkhardt, « Kritik der Marxschen Mehrwerttheorie », p. 125-127 ; Ruben, « Ist die Arbeitskraft eine Ware ? » ; et Kuczynski, « Was wird auf dem Arbeitsmarkt verkauft ? ».

distinguer quatre types différents de marchandisation possible de la force de travail, à savoir la marchandisation *autonome*, dans laquelle le porteur de la force de travail est également son propriétaire, et la marchandisation *hétéronome*, dans laquelle le porteur de force de travail n'en est pas le propriétaire. Dans les deux cas, la force de travail du porteur peut être offerte par le porteur lui-même ou par une tierce personne (tableau 2.1).

Tableau 2.1. Quelques formes de démarchandisation du travail

	<i>Autonome</i>	<i>Hétéronome</i>
	• (Le porteur est le propriétaire)	• (Le porteur n'est pas le propriétaire)
• Le porteur vend sa main-d'œuvre	• Travail salarié gratuit (Marx) • Métayage • Travail d'artisans indépendants	• Travail rémunéré des esclaves
• Le porteur ne vend pas sa main-d'œuvre	Travail salarié sous-traité	• Travail des esclaves domestiques • Travail rémunéré des enfants

Il semble plus raisonnable d'admettre qu'*en réalité*, la marchandisation du travail se présente sous de *nombreuses formes différentes*, dont le salarié libre ne vendant que sa propre force de travail n'est qu'*un exemple*¹. J'explore ces formes multiples ci-dessous, à la fois en mettant en relief les formes transitoires entre les classes subalternes de Marx, et aussi en révélant certains faux postulats implicites. J'espère que cette « déconstruction » préparera le terrain pour une conceptualisation qui correspondra beaucoup mieux aux faits historiques.

¹ John Hicks arrive déjà à la conclusion qu'il existe plusieurs formes de marchandisation de la force de travail : « Soit le travailleur peut être vendu carrément, ce qui est de l'esclavage, soit ses services seulement peuvent être loués, ce qui est un paiement de salaire ». Hicks, *Theory of Economic History*, p. 123. Une première élaboration de ce point de vue se trouve dans Rohwer, « Kapitalismus und 'freie Lohnarbeit' ». Voir également Banaji, « Fictions of Free Labour » ; Bhandari, « Slavery and Wage Labor in History ».

Des transitions graduelles

Outre les capitalistes et les propriétaires, l'orthodoxie marxienne distingue cinq grandes classes subalternes ou semi-classes dans le capitalisme : les *travailleurs salariés libres*, qui ne possèdent et ne vendent que leur propre force de travail ; la *petite bourgeoisie*, composée de petits producteurs et distributeurs de marchandises qui emploient un petit nombre de travailleurs ; les travailleurs *indépendants*, qui possèdent leur force de travail et leurs moyens de production et vendent leurs propres produits ou services de travail (le « travailleur indépendant est son propre employé salarié, ses propres moyens de production tiennent lieu de capital. Étant son propre capitaliste, il s'auto-emploie et se paie »)¹ ; les *esclaves*, qui ne possèdent ni leur force de travail ni leurs outils et *sont* vendus (dans l'esclavage, « le travailleur n'est rien d'autre qu'une machine à travailler vivante, qui a donc une valeur pour les autres, ou plutôt en est une »)² ; et les *lumpenprolétaires*, qui se trouvent totalement exclus du marché du travail légalisé. Ce dernier groupe reste généralement en dehors de l'analyse, et est principalement utilisé comme catégorie « résiduelle ». La lutte des classes est censée être menée essentiellement entre les capitalistes, les propriétaires terriens et les salariés. Les autres classes, intermédiaires, sont historiquement moins importantes et ne jouent aucun rôle politique indépendant ; elles « se décomposent et finissent par ne plus exister face à l'industrie moderne »³. Dans cette interprétation,

- L'esclavage est « une anomalie par rapport au système bourgeois lui-même », qui est « possible en certains lieux particuliers du système de production bourgeois », mais « seulement parce qu'il n'en existe pas ailleurs »⁴.
- Les travailleurs indépendants représentent des « formes embryonnaires » de travail salarié capitaliste⁵.
- La petite bourgeoisie, « les petits commerçants, les boutiquiers et les *rentiers*, les artisans et les paysans », tous ceux-ci s'enfoncent petit à petit dans le prolétariat⁶.
- Le lumpenprolétariat est la « classe dangereuse », la racaille sociale, cette masse en pourrissement passif rejetée par les couches inférieures

¹ Marx, « Ökonomische Manuskripte 1863-1867 », p. 111.

² Marx, *Grundrisse*, p. 465.

³ Marx et Engels, « Manifesto of the Communist Party », p. 77.

⁴ Marx, *Grundrisse*, p. 464.

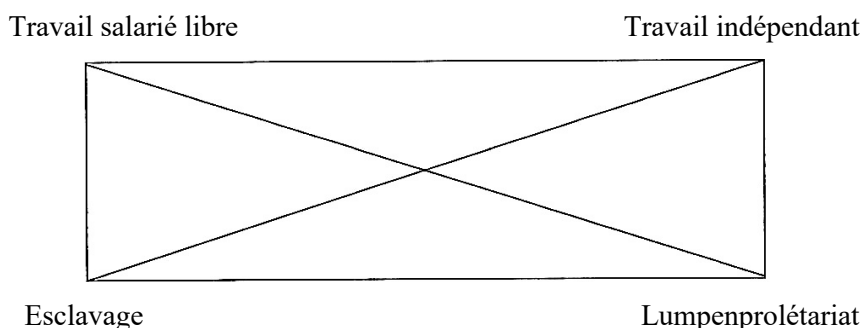
⁵ Marx, *Theories of Surplus Value*, III, p. 422-423.

⁶ Marx et Engels, « Manifesto of the Communist Party », p. 77.

de la vieille société ¹ «, et qui comprend « les vagabonds, les criminels, les prostituées » ².

Ce schéma marxiste repose sur l'hypothèse d'une distance sociale entre les travailleurs libres salariés et les autres groupes subalternes. Mais ce schéma correspond-il vraiment à la réalité historique ? Les « travailleurs libres salariés » de Marx existent-ils vraiment ? En réalité, il existe une variété presque infinie de producteurs dans le capitalisme, et les formes intermédiaires entre les différentes catégories sont fluides plutôt que nettement définies.

Figure 2.1. Formes de travail



¹ *Ibid.*, p. 77. Sur la conceptualisation de Marx des petits producteurs de marchandises, voir également l'annexe dans Jaeger, *Artisanat et capitalisme*, p. 297-314, et Leppert-Fögen, *Die deklassierte Klasse*, *passim*.

² Marx, *Capital*, I, p. 797. Comparer avec « Les luttes de classes en France », p. 62 : « une masse fortement différenciée du prolétariat industriel, un terrain de recrutement pour les voleurs et les criminels de toutes sortes, vivant sur les miettes de la société, des gens sans commerce, vagabonds, *gens sans feu et sans aveu* ». Voir aussi Draper, « The Concept of the 'Lumpenproletariat' in Marx & Engels » ; Bovenkerk, « Rehabilitation of the Rabble » ; Hayes, « *Utopia and the Lumpenproletariat* ».

On trouve dans les écrits de Marx différents points de vue sur la position des prostituées dans le système de classes. Lorsque Marx discute du surplus relatif de population dans le *Capital*, il considère les prostituées comme une partie importante du « lumpenprolétariat réel » (*Capital*, I, p. 797). Ailleurs, en particulier dans *Theories of Surplus Value*, I (p. 166 et 186), Marx dit que les prostituées, si elles travaillent pour un tenancier de bordel, effectuent un travail salarié (improductif), comme les acteurs ou les musiciens, et font donc, implicitement, partie du prolétariat au sens étroit du terme. Cela montre une fois de plus comment les manières de définir la classe sociale peuvent être pleines de considérations fausses, qui restent souvent implicites, précisément parce qu'elles sont moralisantes, et caractéristiques de leur époque. C'est probablement ce que Resnick et Wolff considèrent comme le « dispositif discursif » inspiré par « une intention polémique urgente ». Resnick & Wolff, *Knowledge and Class*, p. 161-162.

C'est pourquoi nous devrions examiner de plus près certaines de ces formes intermédiaires – entre le travail salarié et l'esclavage ; entre le travail salarié et le travail indépendant ; entre l'esclavage et le travail indépendant ; et entre le travail salarié, l'esclavage et le travail indépendant d'une part, et le lumpenprolétariat d'autre part.

Formes intermédiaires entre le travail salarié et l'esclavage

Il existe diverses relations de travail dans lesquelles le salarié est physiquement contraint de faire son travail, alors que le salaire est payé, ou doit être remis, à une tierce personne. Le travail des enfants, auquel cas les parents ou les tuteurs de l'enfant reçoivent le salaire, est un bon exemple. Les jeunes filles japonaises engagées comme *geishas* en échange d'une somme d'argent en ont été un bon exemple ¹.

On connaît de nombreux cas d'esclaves qui ont effectué un travail salarié pour leurs maîtres. À Buenos Aires, à la fin du XVIII^e siècle, par exemple, ce phénomène était si courant que de nombreux propriétaires d'esclaves étaient complètement dépendants des salaires de leurs esclaves. Les comptes rendus du notaire de l'époque suggèrent que « dans les longs contrats de travail, les salaires, moins les frais de subsistance estimés, étaient généralement payés directement aux propriétaires d'esclaves par les employeurs de la main-d'œuvre esclave embauchée » ². On peut distinguer trois catégories principales :

- Le propriétaire de l'esclave oblige l'esclave à effectuer un travail salarié pour un autre employeur, et perçoit la totalité ou une partie du salaire. Souvent, « les propriétaires et les employeurs d'esclaves fixent le taux de rémunération au-dessus de la tête de l'esclave », mais « la situation d'un esclave qui cherche activement et négocie sa propre embauche » se présentait également ³.
- Le propriétaire d'esclaves paie ses esclaves en espèces pour un effort supplémentaire, soit par le recours à des « primes, soit sous forme de cadeaux ou de motivations », soit sous forme de « paiement effectué pour un travail supplémentaire dans des secteurs particuliers ou pour des heures complémentaires » ⁴.
- L'esclave travaille volontairement pour son salaire, soit pour un employeur, soit pour un co-esclave. Le domaine de Blue Mountain,

¹ Ramseyer, « Indentured Prostitution in Imperial Japan », p. 101.

² Johnson, « Competition of Slave and Free Labor », p. 273.

³ Bolland, « Proto-Proletarians ? », p. 128.

⁴ *Ibid.*, p. 127.

en Jamaïque, à la fin du XVIII^e siècle, est un exemple de ce dernier cas : « Les esclaves se payaient un salaire réciproquement. Le travail du dimanche sur la base de la provision, par exemple, pouvait rapporter 1s.8d par jour plus le petit déjeuner » ¹.

À l'inverse, les travailleurs salariés sont souvent moins « libres » que ne le laisse entendre la conception classique. Les employeurs ont souvent entravé la liberté pour leurs employés de quitter leur emploi en période de pénurie de main-d'œuvre. Un employé peut être lié à un employeur de plusieurs façons :

- *La servitude pour dettes* est une méthode qui a été utilisée sur tous les continents, des mines de charbon écossaises au XVIII^e siècle à l'agriculture contemporaine en Amérique latine et en Asie du Sud ².
- *Le travail forcé sous contrat* est bien sûr étroitement lié à la servitude pour dettes. Les coolies indiens, indonésiens et chinois qui étaient employés en Afrique du Sud, en Amérique latine et dans d'autres parties de l'Asie en sont un exemple bien connu ³.
- La mobilité des travailleurs pourrait également être limitée par les *certificats de congé*. Sans ces moyens d'identification, les travailleurs ne pouvaient être embauchés par aucun employeur. Cette pratique se caractérisait par le fait que l'employeur prenait possession du certificat au début de l'engagement et ne le rendait au travailleur que lorsque celui-ci avait, selon l'employeur, honoré toutes ses obligations ⁴.
- *La contrainte physique* était une autre option pour les employeurs. Parfois, les employeurs allaient jusqu'à enfermer physiquement leurs employés salariés, pour les empêcher d'être « tentés » par leurs concurrents commerciaux. Dans l'industrie textile japonaise des années 1920, les ouvrières étaient enfermées dans des dortoirs pour cette raison. Parfois, elles n'étaient pas autorisées à quitter les lieux pour une durée supérieure à quatre mois d'affilée ⁵.

¹ Turner, « Chattel Slaves into Wage Slaves », p. 39.

² Ashton, « Coal-Miners of the Eighteenth Century », p. 308 ; Breman, *Labour Bondage in West India*.

³ Voir les enquêtes dans Tinker, *New System of Slavery* ; Potts, *World Labour Market* ; Hoerder, *Cultures in Contact*, p. 366-404.

⁴ Voir l'exemple des cigarettiers cubains dans les années 1850 dans Casanovas, *Bread or Bullets !* p. 60, ou les cas des travailleurs des plantations dans Harries, « Plantations, Passes and Proletarians », p. 389-390, et Peebles, *Plantation Tamils*, p. 60.

⁵ Orchard, *Japan's Economic Position*, p. 343. Une variante quelque peu différente existait dans l'industrie verrière française pré-révolutionnaire, où les verriers étaient parfois « interdits de s'éloigner de plus d'une lieue de l'usine sans

- *Les dispositions en matière de sécurité sociale et autres avantages spéciaux* offraient un moyen moins agressif de retenir les employés. Vers 1900, les entreprises argentines, par exemple, ont créé des mutuelles d'entraide et des sociétés amicales administrées par l'entreprise, et destinées à rendre les travailleurs dépendants de l'entreprise¹. Les parcelles de jardin fournies par l'entreprise pouvaient avoir le même effet, car elles permettaient de compléter le salaire, parce que les légumes, la volaille, etc., produits sur place, réduisaient les frais de subsistance, et que ces produits du jardin étaient achetés par l'employeur².

- Enfin, les *liens sociaux ou économiques* entre un employeur et un salarié en dehors de la relation de travail immédiate pouvaient avoir un effet contraignant. Je développerai ce point ci-dessous.

Formes intermédiaires entre le travail salarié et le travail indépendant

Dans la vision classique, le travailleur ne dispose que de sa propre force de travail, et non de tout autre moyen de production. Mais en réalité, il y avait de nombreuses exceptions à cette règle. Un exemple est celui de l'ouvrier qui apporte ses propres outils à l'atelier, comme c'était – et c'est toujours – le cas dans de nombreux endroits. Déjà dans les années 1880, l'économiste allemand August Sartorius von Waltershausen observait aux États-Unis que « contrairement à leurs homologues européens, les ouvriers américains étaient généralement les propriétaires de leurs propres outils. [...] Les outils constituent souvent une part importante du patrimoine d'un ouvrier »³.

Une deuxième possibilité est que les travailleurs *empruntent* leurs moyens de production à l'employeur. Dans ce cas, ils versent une caution et sont officiellement indépendants. Les tireurs de pousse-pousse de Changsha, dans la province du Hunan, en Chine, vers 1918, sont un exemple de cette pratique. Leurs pousse-pousse étaient la propriété de « garages » (*che-zhan*), et devaient être loués tous les jours. Le propriétaire du garage payait la taxe sur le pousse-pousse, et le conducteur devait faire un dépôt de dix dollars mexicains (argent). « Chaque chariot avait un

l'autorisation écrite de leurs employeurs, et ne pouvaient en aucun cas démissionner de leur poste sans avoir préalablement demandé *deux ans à l'avance* une décharge écrite ! Voir Scoville, « Labor and Labor Conditions », p. 290.

¹ Thompson, « Trade Union Organisation », p. 161.

² Selon Parpart, *Labour and Capital on the African Copperbelt*, p. 42, l'achat de produits par l'employeur a eu lieu dans les mines de cuivre de Rhodésie du Nord dans les années 1930.

³ Sartorius von Waltershausen, *Workers' Movement in the United States*, p. 216.